

L'IMPACT DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

SUR LES FEMMES
ET LES GROUPES
MARGINALISÉS



Table des matières

Liste des Figures	2-3
Résumé	4
Introduction	8
Comprendre l'austérité	10
Objectifs de l'austérité	10
Austérité et dépenses publiques	11
Austérité et mobilisation des ressources nationales	13
Des inégalités générales croissantes	14
La privatisation des services de base	14
Le manque d'accès aux services publics	17
Des services du secteur public manquants de ressources et de personnels	19
Echec des solutions proposées	21
Accroissements des inégalités entre les genres	24
La désautonomisation économique des femmes	24
La perte d'emplois des femmes	29
Perte d'accès aux services	37
Une augmentation du travail domestique et des soins non rémunérés	40
Recommandations	43
Investir dans les dépenses publiques	44
Adopter une fiscalité plus progressive	45



LISTE DES FIGURES

Figure 1: Répartition des dépenses du budget national- Loi de finances 2023 (Source: Al Bawsala)	11
Figure 2: Recommandations du FMI 2012-2020 (Source: Al Bawsala)	12
Figure 3: Pourcentage de scolarisation dans les établissements privés de l'enseignement primaire (Source : Banque mondiale)	14
Figure 4: Pourcentage d'inscriptions dans des établissements privés de l'enseignement supérieur 2004-2019 (Source : Banque mondiale)	15
Figure 5: Pourcentage d'inscriptions dans les établissements privés de l'enseignement secondaire de deuxième cycle 2003-2016 (Source : Banque mondiale)	16
Figure 6: Évolution des secteurs de la santé 2011-2019 (Source : Ministère de la Santé)	17
Figure 7: Dépenses nationales de soins de santé privés par habitant en dollars internationaux courants (Source : Banque mondiale)	19
Figure 8: Densité de médecins pour 10 000 habitants en 2019 (Source : Ministère de la Santé)	20
Figure 9: Taux de couverture du programme de transfert d'argent PNAFN par quintile-pourcentage de la population (Source: Banque Mondiale)	23
Figure 10: Part des bénéficiaires de transferts en espèces (inconditionnels) dans le premier quintile (groupe aux revenus les plus faibles) (Source : Banque mondiale)	23
Figure 11: Pourcentage d'hommes et de femmes privés de pouvoir, par indicateur (Source: Enquête WEAI, Tunisie, 2017)	25
Figure 12: Contribution de chaque indicateur à la désautonomisation des femmes (Source : enquête WEAI, Tunisie, 2017)	26
Figure 13: Indice mondial de l'écart entre les sexes (Source : Forum économique mondial)	27
Figure 14: Dépenses totales ciblées sur les femmes en millions TND (Source: UNICEF, Ministère des finances)	27
Figure 15: Répartition des lignes budgétaires (Source: UNICEF, Ministère des finances)	28
Figure 16: Taux de chômage selon le sexe, niveau d'éducation et tranche d'âge, 2005 et 2007 (Source : OCDE)	29
Figure 17: Répartition de la population en chômage selon la durée du chômage et le sexe (Source: ITCEQ)	30
Figure 18: Evaluation des effectifs des agent(e)s de la fonction publique par sexe 2010-2015 (Source: OCDE)	31
Figure 19: Evolution de la population active 2018-2020 (Source: INS)	31
Figure 20: Postes vacants par région 2014 (Source : OIT)	32
Figure 21: Éducation et secteur d'activité en cas de recrutement de travailleur(se)s de production et professions élémentaires % 2014 (Source: OIT)	32
Figure 22: Postes vacants par secteur ou par activité 2014 (Source : OIT)	33
Figure 23: Le genre comme facteur de recrutement de managers par secteur d'activité 2014 (Source : OIT)	33

Figure 24: Le genre comme facteur de recrutement de managers par secteur d'activité 2014 (Source : OIT)	34
Figure 25: Réponse à la question 33 : Rareté des emplois : les hommes devraient avoir plus de droit à un emploi que les femmes 2019 (Source : World Values Survey)	34
Figure 26: Répartition des secteurs des soins et autres secteurs dans l'emploi total, par secteur institutionnel, 2010-2019 (Source : ONU Femmes)	35
Figure 27: Prévalence de l'utilisation de contraceptifs 1988-2018 (Source: INS)	38
Figure 28: L'utilisation des contraceptifs par méthode 2010-2021 (Source: INS)	39
Figure 29: Nombre d'heures hebdomadaires de travail rémunéré et de travail de soins non rémunéré par sexe et situation matrimoniale - âges de 15 à 64 ans (Source : ONU Femmes)	41



En période de crise économique, le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres institutions financières internationales (IFI) imposent souvent aux pays en développement une série de mesures d'austérité. Ces derniers visent généralement à résoudre les problèmes de balance des paiements, tels que les déficits budgétaires et l'inflation élevée.

Les politiques d'austérité, visant à répondre à ces questions, consistent principalement à réduire les dépenses publiques, en annulant certains programmes, et à réduire la masse salariale en restreignant le recrutement, en gelant l'embauche et en plafonnant les salaires.

La compression des dépenses sociales et la privatisation éventuelle des services de base entraînent inéluctablement des inégalités découlant du statut socio-économique, de la situation géographique et du sexe. Pour remédier à ces inégalités, les mesures d'austérité s'accompagnent généralement de « mesures sociales » de réduction de la pauvreté, généralement basées sur des programmes de transfert direct des revenus.

Pendant, l'austérité a prouvé son échec en Tunisie comme à l'étranger.

Austérité et inégalités socio-économiques

La privatisation des services de base, tels que l'éducation et la santé, est évidente. Par exemple, dans l'enseignement supérieur, les taux d'inscription dans les établissements privés se sont multipliés par près de 20 fois, passant de 0,65 % en 2004 à 12,53 % en 2019.¹

Le même schéma de privatisation peut être observé dans le secteur de la santé, où le nombre d'établissements de santé privés a augmenté de 23,69% entre 2011 et 2019, passant de 2406 à 2976 structures. Pendant la même période, les établissements du secteur public ont stagné et leur nombre n'a augmenté que de 3,66 %.²

En même temps, les services de santé deviennent de plus en plus inabordables pour les groupes à faible revenu puisque les prix des services ont grimpé en flèche, avec des marges de profit atteignant parfois 300%³ pour les cliniques privées. L'esprit du lucre rend également les services privés disponibles uniquement dans les zones à revenu élevé. Ainsi, plus de 90% des cliniques privées sont situées dans les zones côtières, alors que les zones intérieures restent mal desservies.⁴

Avec l'essor de l'implantation du secteur privé, on observe une baisse de la qualité des services du secteur public qui se trouve confronté à un manque aigu de ressources et de personnels.

Près de 660 000 adultes en Tunisie ont déclaré avoir vécu une situation de besoin médical sans

¹ World Bank. " Education Statistics - All Indicators. " DataBank. Accessé 30 Janvier 2023.

<http://databank.worldbank.org/source/education-statistics-%5e-all-indicators#>

² Ministère de la Santé, Carte Sanitaire 2019, avril 2021, page 23,

<http://www.santetunisie.rns.tn/images/statdep/Carte-sanitaire-2019-finale.pdf>

³ Cours des Comptes. "Supervision Et Contrôle Des Cliniques Privées." courdescomptes.nat.tn, 12 février 2021.

http://www.courdescomptes.nat.tn/Fr/thematiques_58_4_-1_0_0_0000_0000_supervision-et-contrôle-des-cliniques-privées_281# Page 219

⁴ Ibid. Page 212



autant recevoir aucun service de santé de la part des établissements de santé publics, principalement en raison de l'inaccessibilité des soins.⁵

Austérité et Genre

Les inégalités découlant de l'austérité ne sont pas indépendantes des considérations de genre. Dans ses analyses, le modèle économique néolibéral, socle de l'austérité, néglige manifestement les dynamiques de genre. Ainsi, il manque d'examiner la manière dont ces politiques touchent disproportionnellement les femmes et les filles.

Théoriquement, il présume qu'au sein d'un ménage, les décisions sont prises de manière participative entre les membres du ménage, et que les ressources sont réparties équitablement entre les membres d'un ménage, quoique maintes études ont montré que les femmes, les enfants et les personnes âgées reçoivent souvent une moindre partie de ces ressources.⁶ Effectivement, les femmes sont particulièrement touchées par l'austérité.

En Tunisie, les femmes sont déjà économiquement désemparées. Par exemple, 19,3 % seulement des femmes disposent de leurs propres revenus, contre 55,9 % des hommes. Seulement 3 % des femmes possèdent un bien immobilier, contre 12 % des hommes.⁷ Et bien qu'elles contribuent à raison de 80 % dans la production alimentaire et qu'elles constituent 70 % des travailleur(se)s agricoles, les femmes ne participent aux projets agricoles qu'à raison de 3 %.⁸

Les réductions des dépenses publiques exacerbent davantage ces inégalités et cette désautonomisation, en entraînant un triple coût pour les femmes. Suite à l'élimination des emplois et des services du secteur public, les femmes pâtissent d'une perte d'emplois, d'un accès plus limité aux services et d'un fardeau de travail non rémunéré plus lourd.⁹

L'austérité, notamment la suppression des emplois publics, affecte les femmes de manière disproportionnée en raison de la discrimination à leur égard au sein du secteur privé. Par exemple, dans le secteur privé, en matière d'emplois manuels, il semble y avoir une préférence globale de 45,2 % pour les candidats masculins. Ce pourcentage augmente à plus de 47 % dans

⁵ "Enquête Nationale Sur La Perception Des Habitants Envers La Sécurité, Liberté et La Gouvernance Locale En Tunisie 2021 | INS." Accessed October 6, 2022. <http://www.ins.tn/publication/enquete-nationale-sur-la-perception-des-habitants-envers-la-securite-liberte-et-la-0>.Page 23

⁶ Perez, Caroline Criado. Femmes invisibles - Comment le manque de données sur les femmes dessine un monde fait pour les hommes. First, 2020 (le rapport s'appuie sur la version anglaise Perez, Caroline Criado. Invisible women: Data bias in a world designed for men. Abrams, 2019).

⁷ Ministère des Finances, Ecole Nationale des Finances, La budgétisation sensible au genre, Octobre 2021, Page 7-8

⁸ Ministère des Finances, UNICEF, Sep 2022, Rapport d'analyse budgétaire selon le genre (2010-2021), Page 18

⁹ Assemblée Générale des Nations Unies, Rapport de l'Expert indépendant sur les effets de la dette extérieure "Rapport de l'Expert indépendant sur les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de la personne, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, 16 juillet 2019. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/229/04/PDF/N1822904.pdf?OpenElement>.

les industries, à plus de 55 % dans le commerce et réparation des véhicules et à plus de 70 % dans le secteur bâtiment. Ainsi, lorsque l'État supprime des emplois publics, il supprime les emplois des femmes.¹⁰

En outre, étant donné qu'elles sont les principales prestataires de soins pour les groupes vulnérables tels que les enfants et les personnes âgées, les femmes sont plus enclines à rechercher des services de base tels que la santé et l'éducation.¹¹ Les femmes sont plus exposées à la pauvreté, et par conséquent elles sont plus susceptibles d'avoir besoin de ces services. Dans plus de 80% des ménages en Tunisie, les chefs de familles sont des hommes.¹² Cependant, dans le PNAFN (Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses), les familles dirigées par une femme constituent 60% des ménages inscrits au programme.¹³ En réduisant le financement du secteur public, le gouvernement réduit essentiellement le financement des services vitaux, ce qui a affaibli les femmes dans le besoin.

Les mesures d'austérité augmentent également la part des femmes de travail non rémunéré. En Tunisie, les hommes ne consacrent que 3 heures par semaine au travail domestique, tandis que les femmes y consacrent en moyenne 17 heures.¹⁴ Le travail domestique non rémunéré que les femmes prennent en charge est justement alourdi par les mesures d'austérité. Lorsque les soins de santé sont privatisés et que les gens hésitent à demander de l'aide médicale en cas de maladie, ce sont les femmes qui restent à la maison pour s'occuper de l'enfant malade ou de la personne âgée malade. Dans les cas de maladies et de problèmes de santé de longue durée, ce sont les femmes qui quittent leurs emplois pour s'occuper de la personne malade. La même règle vaut d'ailleurs dans le cas de la privatisation de l'éducation. Si l'école maternelle ou prématernelle coûte encore plus cher que son salaire mensuel, c'est la mère qui quitte son emploi pour assumer le travail non rémunéré d'éducation de son enfant.

¹⁰ Organisation Internationale du Travail, Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie : résultats de l'enquête auprès des entreprises, 2015

¹¹ "Enquête Nationale Sur La Perception Des Habitants Envers La Sécurité, Liberté et La Gouvernance Locale En Tunisie 2021 | INS." Accessed October 6, 2022. <http://www.ins.tn/publication/enquete-nationale-sur-la-perception-des-habitants-envers-la-securite-liberte-et-la-0>

¹² Sofiane Ghali, University of Tunis; Micheline Goedhuys. "Women's and Youth Empowerment in Rural Tunisia - An Assessment Using the Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI)." Working paper, May 1, 2018. http://www.ilo.org/employment/areas/youth-employment/WCMS_627210/lang--en/index.htm

¹³ Ministère des Finances, UNICEF, Sep 2022, Rapport d'analyse budgétaire selon le genre (2010-2021), Page 17

¹⁴ ONU Femmes, L'ÉCONOMIE DOMESTIQUE EN TUNISIE : VERS LA RECONNAISSANCE, LA RÉDUCTION ET LA REDISTRIBUTION DU TRAVAIL DOMESTIQUE NON RÉMUNÉRÉ, Décembre 2020, https://arabstates.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20Arab%20States/Attachments/Publications/2020/12/English_PolicyBrief_Tunisia.pdf



RECOMMANDATIONS

Afin de créer des emplois et de soutenir les femmes, l'État doit investir davantage de ressources dans le secteur public qui demeure sous-financé et manquant de personnels, en particulier dans les secteurs des soins tels que la santé et l'éducation. Cela comprend des services de soins pour les personnes âgées, ainsi que des prestations préscolaires et maternelles pour les enfants. Les programmes de protection sociale doivent être mis à jour à travers une approche de cycle de vie qui est universelle, inclusive et adéquate. Il s'agirait de programmes tels que l'assurance-chômage, les allocations familiales universelles, etc.

Ces réformes doivent également être sensibles au genre et privilégier les droits de l'homme. Pour cela, le travail de soins doit être réparti non seulement au sein de la cellule familiale, mais aussi entre les individus et l'État.

Les considérations relatives au travail de soins devraient également être intégrées dans les analyses des politiques et la collecte de données par les autorités nationales ainsi que les IFI.

Pour promouvoir la justice fiscale et l'égalité, et de financer ces services de soins, les décideurs doivent adopter des mesures progressives de taxation, telles qu'un impôt sur le revenu plus progressif, un impôt sur la fortune et un impôt plus élevé sur les sociétés. Afin de garantir l'équité fiscale, les autorités devraient également recourir moins aux impôts indirects dégressifs tels que la TVA et les autres taxes à la consommation.



INTRODUCTION

L'égalité économique entre les sexes et l'autonomisation touchent de nombreux aspects de la vie économique. L'autonomisation, en particulier, est un concept multidimensionnel qui comprend des facteurs tels que la possession d'actifs, la participation à la prise de décision économique à l'intérieur et à l'extérieur du ménage, l'accès au crédit, le temps réservé aux loisirs, etc. L'égalité des sexes sur le marché du travail se base sur plusieurs indicateurs tels que : « La participation à la population active, l'emploi, les revenus et la qualité de l'emploi en termes d'avantages, de droits et d'opportunités en termes de développement des compétences ».¹⁵

La poursuite d'une croissance effrénée telle que promue par les modèles économiques actuels, a néanmoins entraîné une dégradation environnementale et écologique considérable, ainsi qu'une augmentation fulgurante des inégalités. À travers ses politiques de recouvrement des recettes et ses politiques de dépenses publiques, l'austérité a toujours entraîné le chômage, la désindustrialisation et l'effondrement de l'agriculture.¹⁶ En outre, elle a transféré le coût de ces politiques et de leur échec vers les groupes les plus vulnérables, c'est-à-dire ceux qui peuvent le moins se le permettre.

La Tunisie n'a pas échappé à ce destin. Pendant des décennies, le pays a mis en place des mesures d'austérité, a privatisé des secteurs vitaux et a procédé à des réductions généralisées des dépenses du secteur public. Toutes ces politiques n'ont pas abouti à une croissance économique durable et inclusive. En effet, la Tunisie vit une crise économique qui dure depuis plus d'une décennie maintenant. Et les femmes en ont payé le prix le plus fort.

Ce rapport tente d'explorer les façons dont les mesures d'austérité ont enraciné les inégalités, en particulier pour les femmes et les filles.

Tout d'abord, le rapport présente les objectifs de l'austérité, et la façon dont cela se reflète réellement dans les politiques publiques, ainsi que la logique sous-jacente. Ensuite, le rapport examine brièvement comment les mesures d'austérité ont résulté en une expansion des secteurs de la santé et de l'éducation aux coûts élevés. Il aborde également la manière dont les réductions de dépenses ont entraîné un sous-financement et un manque de personnel dans les services du secteur public.

Par la suite, le rapport se penche sur les répercussions sexospécifiques des politiques d'austérité et comment elles ont entraîné un triple coût incombant aux femmes. Il examine particulièrement

¹⁵ Anastasiou et al. "Economic Recession, Austerity and Gender Inequality at Work. Evidence from Greece and Other Balkan Countries | Elsevier Enhanced Reader." Accessed January 1, 2023. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(15\)00610-3](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)00610-3). Page 42.

¹⁶ OHCHR. "OHCHR | The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights." Accessed January 2, 2023. <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/impact-economic-reform-policies-womens-human-rights>., Page 1.



Par la suite, le rapport se penche sur les répercussions sexospécifiques des politiques d'austérité et comment elles ont entraîné un triple coût incombant aux femmes. Il examine particulièrement comment les compressions d'effectifs dans le secteur public nuisent le plus aux femmes, comment les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la diminution de l'accès aux services de soins fournis par l'État et comment l'austérité alourdit le fardeau du travail non rémunéré pour les femmes.

Le rapport se conclut par une série de recommandations que les États et les IFI doivent prendre en considération lorsqu'ils envisagent des réformes économiques en vue d'une croissance durable et inclusive.

COMPRENDRE L'AUSTÉRITÉ

Objectifs de l'austérité

Afin de comprendre les effets de l'austérité, il est d'abord important de comprendre ce que l'austérité signifie, ce qu'elle vise à réaliser, la logique qui la sous-tend et comment elle s'applique dans les politiques publiques.

Le but de l'austérité est ni de répondre aux questions d'ordre social ni d'améliorer le niveau de vie des gens. Les mesures d'austérité, parfois également appelées « assainissement budgétaire » par le FMI, se penchent principalement sur des indicateurs macroéconomiques et visent à rectifier les problèmes de balance des paiements.

L'un de ces indicateurs est la réduction du déficit budgétaire.¹⁷ Celui-ci consiste en la différence entre les recettes intérieures de l'État et ses dépenses. Pour combler les lacunes, les États empruntent généralement sur les marchés financiers nationaux et internationaux. Les politiques d'austérité visent à combler ce déficit et à empêcher les emprunts futurs, notamment en réduisant les dépenses - quoique l'austérité peut également comprendre des politiques qui réduisent les revenus.

Un autre indicateur est le remboursement de la dette.¹⁸ Les institutions financières internationales (IFI), en tant que créanciers, se soucient tout naturellement d'être remboursées. En tant que tels, ils s'assurent que les États accordent la priorité au remboursement des prêts dans les procédures budgétaires, même si cela implique la relégation au second plan des dépenses sociales. Les IFI affirment que les paiements manquants ou même la crainte de paiements manquants pourraient avoir des risques pour la réputation d'un pays, l'empêchant d'être en mesure d'accéder aux crédits à des prix et des taux d'intérêt abordables à l'avenir. Ainsi, les IFI considèrent le remboursement de la dette comme la priorité absolue des dépenses publiques. La Tunisie ne fait pas exception à cette règle comme l'État consacre la dépense la plus élevée au service de la dette. (Figure 01).

¹⁷ OHCHR. "OHCHR | The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights." Accessed January 2, 2023. <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/impact-economic-reform-policies-womens-human-rights>.

¹⁸ Ibid.

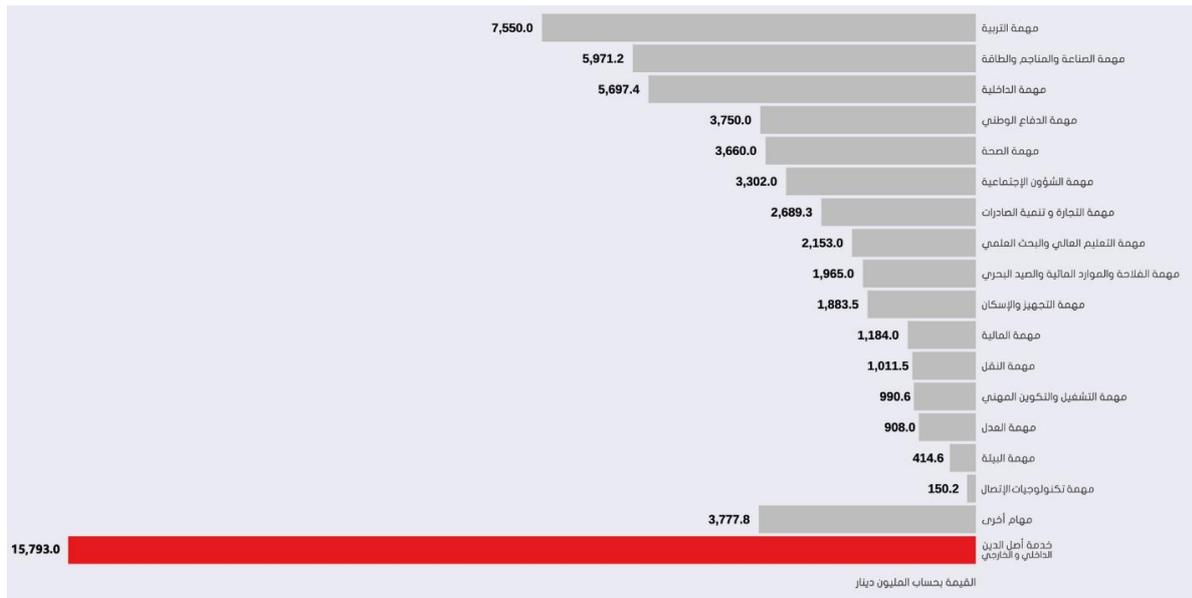


Figure 1: Répartition des dépenses du budget national- Loi de finances 2023 (Source: Al Bawsala)¹⁹

Le troisième principal indicateur de préoccupation quant à l'austérité est le maintien de l'inflation à un bas niveau.²⁰ Ce dernier permet de remplir les deux autres objectifs. La mise en place de banques centrales indépendantes dont la seule mission est de maintenir l'inflation à un bas niveau et d'adopter des mesures anti-inflationnistes permettrait, théoriquement, de maintenir les paiements tels que les intérêts sur la dette et les importations à un bas niveau. Cependant, cela obligerait le gouvernement à ne pas recourir à sa propre banque centrale pour le financement. Mais il convient de noter que les IFI, en particulier le FMI, incitent à la libéralisation du change en Tunisie, ce qui diminuerait la valeur du dinar.

Un autre principe sous-tendant l'austérité et l'idéologie néolibérale en général est la conviction que le secteur privé est toujours plus efficace et rentable que le secteur public. Par conséquent, l'État est incité à réduire son rôle et ses dépenses, et à laisser le champ à l'investissement privé. Ce dernier est considéré comme le principal moteur de la croissance économique.

Austérité et Dépenses Publiques

Pour atteindre ces objectifs, le FMI encourage certaines politiques d'austérité. Tandis que le FMI insiste que ses recommandations politiques sont propres à chaque contexte, la vérité est que bon nombre de ces politiques sont prescrites à la plupart des pays, dans le cadre des programmes de prêts du FMI. La Tunisie ne fait pas exception.

¹⁹ Al Bawsala, Distribution of National Budget Expenditure-Finance law 2023, Facebook.com, Posted December 27, 2022, <https://www.facebook.com/AlBawsala/photos/6254436621255778>

²⁰ OHCHR. "OHCHR | The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights." Accessed January 2, 2023. <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/impact-economic-reform-policies-womens-human-rights>.

التوصية	2012 ¹	2013 ²	2014 ³	2015 ⁴	2016 ⁵	2017 ⁶	2018 ⁷	2019 ⁸	2020 ⁹
تقليص كتلة الأجور في القطاع العام	X	X	X	X	X	X	X	X	X
مرونة أكبر في سعر الصرف	X	X	X		X	X	X	X	
الإصلاح الضريبي على الشركات (تخفيض الضرائب)	X	X		X					
إصلاح القطاع البنكي	X	X	X	X	X	X	X	X	X
إعادة هيكلة البنوك العمومية	X	X	X	X	X				
إصلاحات على مستوى البنك المركزي	X		X	X	X	X	X		
تقليص النفقات على الخدمات العمومية			X	X	X	X	X		
التخلص التدريجي من دعم الطاقة	X	X	X	X	X	X	X	X	X
التشجيع على الشراكات بين القطاع العام والقطاع الخاص			X	X	X	X			
إصلاح الشركات المملوكة للدولة / المؤسسات العامة (الخصخصة)		X	X	X	X	X	X		

الجدول 1: موجز توصيات صندوق النقد الدولي (2012-2020)

Figure 2: Recommendations du FMI 2012-2020 (Source: Al Bawsala)²¹

Comme le montre la figure 02, l'une des principales politiques souvent prescrites est la réduction des dépenses publiques. Cela peut se faire de plusieurs façons. En Tunisie, cela se traduit par la diminution des subventions et la réduction de la masse salariale par le biais de mécanismes tels que le gel de recrutement ou le gel des salaires.

Comme les activités du secteur public sont considérées comme inefficaces et causant des distorsions du marché, les mesures d'austérité comprennent également la privatisation des institutions et des infrastructures, à travers la libéralisation de secteurs entiers, ou la privatisation des entreprises publiques.

Les coupes budgétaires opérées dans les services publics ainsi que la privatisation réduisent la prestation de soins par l'État et entraînent des obstacles économiques à l'accès aux services de base en raison de la hausse des prix. Pour remédier à ces inégalités accentuées, les approches d'austérité exigent souvent le recours à des mesures ciblant la pauvreté telles que des systèmes de sécurité sociale ciblés basés sur des transferts monétaires directs aux ménages vulnérables. Un exemple d'une telle politique est la suggestion actuelle de remplacer les subventions alimentaires universelles par des transferts directs d'espèces aux pauvres.

²¹ Kais Attia, A decade of Austerity, Al Bawsala, November 2022, <https://www.albawsala.com/ar/publications/rapports/20225523>. Page 6

Austérité et mobilisation des ressources nationales

Tandis que l'austérité repose souvent sur des réductions des dépenses publiques pour surmonter les problèmes de balance des paiements, elle préconise également de bas taux d'imposition, ce qui peut réduire davantage les revenus de l'État.

L'austérité prône, particulièrement, de faibles impôts sur les sociétés et les particuliers à revenu élevé. La supposition sous-jacente est qu'en imposant moins de taxes sur les capitaux et les bénéficiaires, ceux-ci seraient réinvestis dans l'économie et résulteraient en la croissance du secteur privé, en créant des emplois, incitant l'intégration du secteur informel dans le secteur formel et l'élargissement de l'assiette fiscale. Cette dernière est censée compenser les pertes de revenus causées par la baisse des taux d'imposition.

Une autre réduction d'impôt souvent préconisée est celle des droits de douane. Ces taxes sur les importations sont considérées comme une distorsion affectant les marchés commerciaux internationaux. Pour maintenir la compétitivité des marchés, le FMI et d'autres IFI appellent au démantèlement de la plupart des « obstacles » tarifaires, en estimant qu'ils sont inutilement protectionnistes.

Pour compenser la baisse de recettes due à la baisse des taux d'imposition, l'austérité incite au recours aux taxes à la consommation et à d'autres impôts indirects tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Pour conclure, les mesures d'austérité sont un moyen de remédier au déficit budgétaire de l'État et de maintenir de faibles niveaux d'inflation tout en remboursant ses prêts. Pour y parvenir, le secteur public doit céder de l'espace pour que le secteur privé se développe et prospère. La croissance du secteur privé est stimulée par une fiscalité faible. En revanche, la taille et les secteurs d'intervention du secteur public sont réduits.

Certaines mesures sont recommandées pour lutter contre la pauvreté et les inégalités qui découlent inévitablement de telles politiques. Par exemple, le FMI recommande que la Tunisie remplace les subventions alimentaires universelles par des filets de sécurité ciblant la pauvreté.

Il est crucial d'examiner comment les politiques fiscales liées à l'austérité perpétuent les inégalités, en particulier envers les groupes vulnérables tels que les pauvres, les femmes et les enfants. **Une bibliographie des lectures recommandées** est fournie à la fin du rapport.

Cependant, le présent document aborde principalement la manière dont les mesures d'austérité liées aux dépenses et comment elles créent et enracinent les inégalités et les vulnérabilités dans les communautés.



Des inégalités générales croissantes

Tel que mentionné précédemment, la diminution de la capacité à mobiliser les ressources intérieures, en plus de la logique de la croissance induite par le secteur privé, fait évidemment promouvoir les politiques de réduction des dépenses publiques. Ce chapitre explore les résultats des politiques d'austérité dans les dépenses publiques, notamment leur impact sur les inégalités sociales.

La réduction des financements publics débouche nécessairement sur une perte d'accès aux services publics. Certains services disparaissent, tel est actuellement le cas des subventions alimentaires, tandis que d'autres se détériorent en qualité, vu que le maintien et le recrutement des ressources humaines nécessaires pour maintenir un service adéquat sont entravés. Ce problème est manifeste dans les cas des soins de santé et de l'éducation.

Au moment où les services publics disparaissent ou diminuent en taille, le secteur privé vient combler cet écart entre l'offre et la demande.

La privatisation des services de base

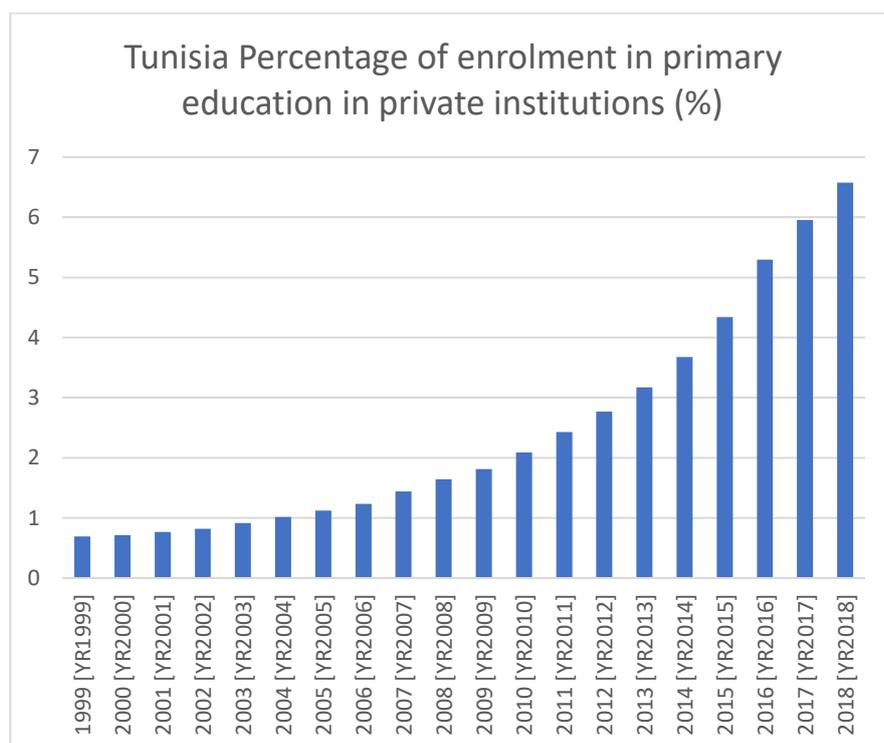


Figure 3: Pourcentage de scolarisation dans les établissements privés de l'enseignement primaire (Source : Banque mondiale)²²

²² World Bank. "Education Statistics - All Indicators." DataBank. Accessed January 30, 2023.

La Figure 03 démontre clairement la privatisation de l'éducation. Le taux d'inscription des élèves dans les établissements privés de l'enseignement primaire est passé de 0,69% en 1999 à 6,58% en 2018, soit dix fois plus en deux décennies. L'essor exponentiel des établissements d'enseignement privés ne semble pas s'arrêter. Une augmentation encore plus importante est constatée dans l'enseignement supérieur, où les taux de scolarisation dans les établissements privés ont augmenté de près de 20 fois, passant de 0,65 % en 2004 à 12,53 % en 2019.

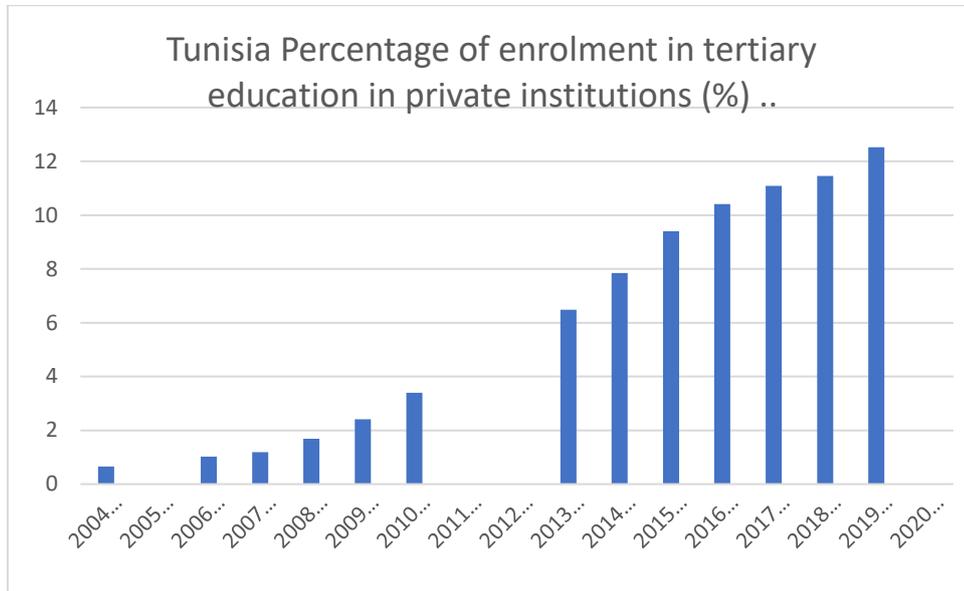


Figure 4: Pourcentage d'inscriptions dans des établissements privés de l'enseignement supérieur 2004-2019 (Source : Banque mondiale)²³

Quant à l'enseignement secondaire (Figure 04) les taux d'inscriptions dans les établissements privés ont également augmenté, surtout après la révolution de 2011. De plus, le taux de privatisation est nettement plus élevé dans l'enseignement préscolaire comme dans les jardins d'enfants, où le pourcentage d'inscription dans les établissements privés est de 79,23 % (2016).²⁴

²³ Ibid.

²⁴ Ibid.

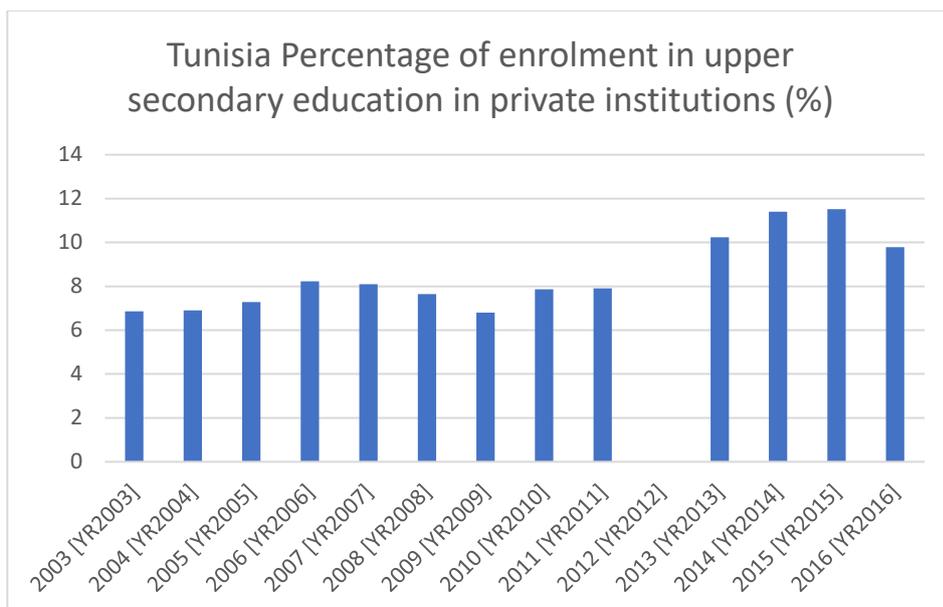


Figure 5: Pourcentage d'inscriptions dans les établissements privés de l'enseignement secondaire du second cycle 2003-2016 (Source : Banque mondiale)²⁵

Le même processus de privatisation peut être constaté dans le secteur de la santé, où le nombre d'établissements de santé privés a augmenté de 23,69% entre 2011 et 2019, passant de 2406 à 2976 structures. Dans la même période, les établissements du secteur public ont stagné, leur nombre n'augmentant que de 3,66% (Figure 05).



Secteur	Niveau	Etablissement	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur Public	1 ^{ère} ligne	Groupements de santé de base	28	28	28	28	28	28	28	28	28
		Centres de santé de base	2 091	2 098	2 104	2 109	2 123	2 135	2 157	2 161	2 176
		Hôpitaux de circonscriptions	109	109	108	108	108	108	108	110	110
	2 ^{ème} ligne	Hôpitaux Régionaux	33	33	35	35	35	35	35	31	31
		3 ^{ème} ligne	Hôpitaux universitaires et centres spécialisés	32	32	32	32	32	32	32	32
	Total		2 293	2 300	2 307	2 312	2 326	2 338	2 360	2 362	2 377
Secteur Privé	Officines		1 902	1 935	1 972	1 975	2 006	2 038	2 050	2 127	2 172
	Laboratoires médicaux privés		324	358	392	415	453	486	511	544	581
	Centres d'hémodialyse		99	99	99	106	111	115	115	116	117
	Cliniques privées		81	81	82	88	91	90	98	102	106
	Centres d'imagerie médicale		-	-	-	-	-	-	-	312	-
Total		2 406	2 473	2 545	2 584	2 661	2 729	2 774	3 201	2 976	
Secteur Parapublic	Polycliniques de la CNSS		6	6	6	6	6	6	6	6	6
	Centres d'hémodialyse		6	6	6	6	6	6	6	6	6
	Hôpitaux militaires		3	3	3	3	3	3	3	3	3
	Hôpitaux des forces de sécurité intérieure		1	1	1	1	1	1	1	1	1
	Groupements de médecine de travail		24	24	24	24	24	24	24	24	24
	Total		40	40	40	40	40	40	40	40	40

Tableau 8: Evolution des structures sanitaires des secteurs public, privé et parapublic

Figure 6: Évolution des secteurs de la santé 2011-2019 (Source : Ministère de la Santé)²⁶

Le manque d'accès aux services publics

La privatisation de services vitaux, tels que la santé et l'éducation, entraîne inévitablement l'accentuation des inégalités.

Les bénéficiaires de services ainsi que des ressources humaines du secteur public sont perdus au profit du secteur privé. Les réductions imposées et le gel des salaires, particulièrement, entraînerait inévitablement une baisse de la qualité du service dans le secteur public, engendrant des problèmes tels que de longues périodes d'attente dans les hôpitaux, des rentrées scolaires tardives dans les écoles publiques, etc.

En fait, la logique d'un marché « équitable et compétitif » ne s'applique pas à ces services essentiels. Les lois de l'offre et de la demande stipulent que si le prix d'un service ou d'un produit est trop élevé, le consommateur peut choisir de ne pas acheter. Si le prix est trop bas, le fournisseur peut renoncer à la vente. Dans le cas des soins de santé, néanmoins, les consommateurs n'ont pas le choix. Si quelqu'un a besoin d'une consultation, d'une intervention médicale urgente ou d'un médicament vital, il ne peut pas se passer du service. La demande est donc rigide. Ainsi, le secteur privé serait en mesure de fixer le prix qu'il souhaite.

Certaines réglementations ont été adoptées par l'État pour freiner quelques tarifications excessives. Par exemple, certaines lois existent pour fixer la marge de profit que les cliniques privées peuvent réaliser sur certains services et produits. Toutefois, des études ont montré que ces réglementations continuent d'être ignorées par le secteur privé. Un rapport, établi par la cour

²⁶ Ministry of Health, Healthcare Factsheet 2019, April 2021, page 23, <http://www.santetunisie.rns.tn/images/statdep/Carte-sanitaire-2019-finale.pdf>

des comptes, a révélé que les marges bénéficiaires utilisées par les cliniques privées peuvent atteindre 300% sur certains services. Sur certains produits où la marge bénéficiaire maximale prévue par la loi est de 10 %, il a été constaté que les cliniques appliquent des marges comprises entre 26 % et 160 %.²⁷

Certains individus et ménages qui disposent des ressources nécessaires pour se diriger vers le secteur privé pourraient encore avoir accès à ces services essentiels. En revanche, ceux qui sont les plus vulnérables et qui ne peuvent pas se permettre les prix élevés du secteur privé seront délaissés et devront faire face à des institutions manquant de personnel et de financement.

Les services privés sont également rendus accessibles uniquement dans les zones à revenu élevé à cause de l'appât du gain. Plus de 90% des cliniques privées existent dans les zones côtières, laissant les régions de l'intérieur mal desservies.²⁸

Néanmoins, même dans le cas des personnes qui habitent dans des milieux aisés et peuvent se le permettre, cela pourrait encore ronger une grande partie de leurs revenus et ressources. Les dépenses nationales moyennes de santé privées par habitant, ajustées à la parité du pouvoir d'achat, ont plus que doublé, passant de 142 dollars en 2000 à 335 dollars en dollars internationaux courants (2019). Cela signifie que les soins au sein du système privé de santé coûtent désormais deux fois plus qu'il ne l'était avant deux décennies.

²⁷ Cours des Comptes. "Supervision Et Contrôle Des Cliniques Privées." courdescomptes.nat.tn, February 12, 2021. http://www.courdescomptes.nat.tn/Fr/thematiques_58_4_-1_0_0_0000_0000_supervision-et-controle-des-cliniques-privees_281#? Page 219

²⁸ Ibid. Page 212

Domestic private health expenditure per capita, PPP (current international \$) - Tunisia

World Health Organization Global Health Expenditure database (apps.who.int/nha/database). The data was retrieved on January 30, 2022.

License : CC BY-4.0 



Figure 7: Dépenses nationales de soins de santé privés par habitant en dollars internationaux courants (Source : Banque mondiale)²⁹

Des services du secteur public manquants de ressources et de personnels

La réduction des dépenses entraîne inévitablement des inégalités au niveau de l'accès aux services publics. Ceci est principalement dû aux politiques du FMI qui ont fait pression pour réduire les dépenses publiques, peu importe les besoins des secteurs stratégiques en termes de ressources humaines. Ces réductions, ainsi que le plafonnement des dépenses et gels de salaires, sont non sélectifs. Ils ne basent donc sur aucun effort de diagnostic concret visant à identifier où se situe réellement l'effectif redondant dans le secteur public (s'il y en a).

À la suite des réductions arbitraires, les secteurs stratégiques ont davantage de problèmes, en raison d'un manque de ressources humaines adéquatement réparties.

L'un de ces problèmes est le manque de médecins et d'infirmières qui a été douloureusement ressenti pendant la pandémie et continue de se faire sentir aujourd'hui. En effet, « il y a une pénurie choquante de médecins en Tunisie, notamment dans certaines spécialités médicales et chirurgicales. [...] Le nombre de médecins spécialistes [dans le secteur public] a enregistré une forte diminution au cours de la même période, passant de 3339 à 2318 (0,19 pour 1000). La pénurie de ressources humaines comprend également la main-d'œuvre chirurgicale spécialisée. La moyenne nationale de ces derniers est de 11,54 pour 100 000 habitants (2014), bien inférieure

²⁹ World Bank. "Domestic Private Health Expenditure per Capita, PPP (Current International \$) - Tunisia." Data. Accessed 30 Janvier 2023. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.PVTD.PP.CD?locations=TN>.

à la moyenne mondiale de 30,53 (2015), ainsi qu'à celles d'autres pays tels que le Honduras (60 en 2014), la Finlande (76 en 2014) et Cuba (100,89 en 2017)»³⁰. Cette pénurie de médecins spécialisés est répartie inégalement entre les régions, celles de l'intérieur ayant une densité de médecins spécialisés nettement inférieure à celles des régions côtières.

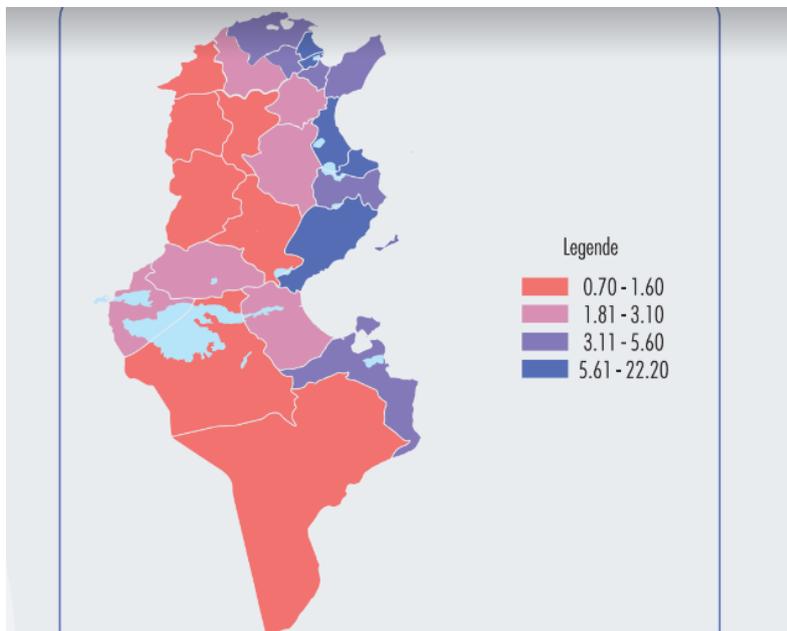


Figure 8: Densité de médecins pour 10 000 habitants en 2019 (Source : Ministère de la Santé)³¹

Une pénurie analogue est notée dans le cas des infirmières et des sages-femmes. En fait, la moyenne d'infirmières et de sages-femmes pour 1000 habitant(e)s en Tunisie se situe bien en dessous de la moyenne mondiale et en dessous du ratio recommandé par l'OMS. Par exemple, cette moyenne a atteint 7,5 à Cuba en 2018, alors que la moyenne mondiale est estimée à 3,8 à la même année. En Tunisie, ce ratio est estimé à 2,5 (2017), soit en baisse par rapport à 2,65 et 2,64 en 2015 et 2016 respectivement. Le ratio est clairement faible, surtout par rapport au ratio de 4/1000 recommandé par l'OMS»³².

Un autre exemple de crises causées par les recrutements arbitraires et les gels de salaires est la récente débâcle des enseignant(e)s. Afin d'éviter le recrutement direct des enseignant(e)s, le gouvernement fait de plus en plus appel aux enseignant(e)s suppléant(e)s. Au lieu d'avoir des contrats à long terme, ces enseignant(e)s ont des contrats à durée déterminée, ce qui permet à

³⁰ Sahar Mechmech, Housseem Chammem, Austerity: A Chronic Condition of Public Health, Al Bawsala, Page 8-9. <https://www.albawsala.com/en/publications/20225498?fbclid=IwAR18iwKZZPDXdGai4L0AFWcglSFFZzFoC7PH9DwC250GRsPzjFOLWvFMxjA>

³¹ Ministry of Health, Healthcare Factsheet 2019, April 2021, page 105, <http://www.santetunisie.rns.tn/images/statdep/Carte-sanitaire-2019-finale.pdf>

³² Sahar Mechmech, Housseem Chammem, Austerity: A Chronic Condition of Public Health, Al Bawsala, Page 10. <https://www.albawsala.com/en/publications/20225498?fbclid=IwAR18iwKZZPDXdGai4L0AFWcglSFFZzFoC7PH9DwC250GRsPzjFOLWvFMxjA>



L'État de les licencier à sa guise. Cela s'inscrit dans une stratégie mise en œuvre par l'État pour réduire la masse salariale, soit en ne remplaçant pas les travailleur(se)s du secteur public qui partent à la retraite, soit en les remplaçant par des embauches sous contrats à court terme plutôt que des contrats à long terme.

Les conditions d'emploi précaires, les retards dans l'annonce des renseignements de placement, ainsi que les retards de versement des salaires ont poussé le nombre croissant d'enseignant(e)s suppléant(e)s à reculer la rentrée scolaire,³³ à retarder les examens du premier semestre et, récemment, à retenir les informations sur les notes jusqu'à ce que leurs conditions de travail soient améliorées.³⁴

Les réductions dont la nature est non étudiée et arbitraire tendent à créer et à renforcer des inégalités socio-économiques et régionales. Ils affectent également le niveau de vie des employé(e)s du secteur public qui perdent leur emploi ou perdent leur pouvoir d'achat, surtout vu les niveaux élevés d'inflation en Tunisie.

Un rapport des Nations Unies a qualifié ces réductions ou gels généralisés « d'instrument contondant qui conduit à un comportement incohérent et qui ne devrait pas avoir sa place dans la planification ou la réflexion des ministères des Finances ou du FMI. »³⁵

Échec des solutions proposées

Incapacité de prioriser l'infrastructure par rapport aux autres types de dépenses sociales

Le FMI n'est pas toujours contre les dépenses publiques. Dans certaines situations, et pour stimuler la croissance économique, il les encourage.

Cependant, au lieu d'investir dans les ressources humaines ou les dépenses sociales, les États sont incités à investir dans les infrastructures, par exemple une route menant à une zone industrielle. Quoique les investissements dans certaines infrastructures telles que les hôpitaux, les écoles et les transports publics³⁶ sont essentiels pour assurer une croissance économique

³³ Rfi, Lilia Blaise. "Tunisie: Les Enseignants Remplaçants En Grève Contre Leurs Conditions De Travail Précaires." RFI. RFI, October 31, 2022. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221031-tunisie-les-enseignants-rempla%C3%A7ants-en-gr%C3%A8ve-contre-leurs-conditions-de-travail-pr%C3%A9caires>.

³⁴ "جريدة المغرب" تنسيقية الأساتذة النواب تقرر مواصلة مقاطعة الدروس وحجب الأعداد. "جريدة المغرب" shorturl.at/sAQW6, January 30, 2023.

³⁵ United Nations. "Follow-up to the Fourth World Conference on Women and to the Twenty-Third Special Session of the General Assembly, Entitled 'Women 2000: Gender Equality, Development and Peace for the Twenty-First Century.'" In Report of the Commission on the Status of Women on the Fifty-Eighth Session (15 March 2013 and 10-21 March 2014), by United Nations, 53–85. Official Records (United Nations Economic and Social Council). UN, 2014. <https://doi.org/10.18356/6e4ab32d-en>. Page 40

³⁶ Stéphanie Pouessel, Stéphanie. "Femmes et Transport En Tunisie : L'insécurité Du Quotidien. L'épreuve Genrée Des Déplacements Du Quotidien En Contexte Urbain et Rural." Aswat Nissa, n.d.

durable et inclusive, ces structures ne seraient pas productives et efficaces sans les personnes qui les exploitent et qui fournissent réellement les services nécessaires.

Investir dans les dépenses sociales pourrait en fait créer plus d'emplois que d'investir dans les infrastructures matérielles. Par exemple, « selon le Women's Budget Group, basé au Royaume-Uni, investir 1 % du PIB dans la garde d'enfants par rapport à la construction pourrait créer 2,7 fois plus d'emplois, dont plus d'un tiers dans des secteurs autres que la garde d'enfants ».³⁷

L'échec des filets sociaux ciblés

Afin de remédier aux inégalités créées par un modèle de croissance aiguillonné par le secteur privé, une solution souvent prescrite par le FMI ciblait les filets sociaux. C'est le cas du système de subventions alimentaires universelles, qui devrait être remplacé par des transferts monétaires directs aux ménages à faible revenu.

Selon les institutions financières internationales, le problème essentiel du système actuel de subventions réside dans ses importantes erreurs d'inclusion. Cela signifie que de nombreuses personnes qui n'ont pas besoin de subventions, telles que les ménages à revenu élevé, les restaurants, les hôtels, etc. en bénéficient. Il en résulte un gonflement du coût du programme et une répartition inéquitable des fonds publics. La solution proposée consiste à réaffecter la plupart des fonds à un programme de transfert monétaire direct pour les ménages à faible revenu.

Néanmoins, même si les programmes universels peuvent comporter des erreurs d'inclusion, les programmes ciblés, en particulier dans le contexte des pays en développement, comportent souvent des erreurs d'exclusion. Les erreurs d'exclusion signifient que les ménages et les individus qui ont vraiment besoin du programme en sont souvent exclus. La Tunisie n'échappe pas à ce type d'erreurs.

Le seul programme de transfert monétaire actuel en Tunisie est le Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses (PNAFN). Ce programme souffre de problèmes de ciblage et de majeures erreurs d'exclusion. En fait, « seulement 12 % des pauvres de Tunisie (sur la base d'un seuil de 2 dollars américains par jour) bénéficient du programme national de transferts monétaires pour les familles nécessiteuses. Parmi les bénéficiaires de prestations, qui représentent quasiment 23 % de tous les Tunisiens, 40 % seulement appartiennent au quintile de revenu le plus bas représentant les pauvres (estimé à l'aide d'un seuil d'environ 2 dollars par jour) ».³⁸

³⁷ ActionAid International. "The Public Versus Austerity: Why Public Sector Wage Bill Constraints Must End." Accessed January 7, 2023. <https://actionaid.org/publications/2021/public-versus-austerity-why-public-sector-wage-bill-constraints-must-end>, Page 36.

³⁸ World Bank, *Consolidating Social Protection and Labor Policy in Tunisia: Building Systems, Connecting to Jobs*, Policy Note, World Bank Group, December 2015, Accessed 6 December 2022, Page xi

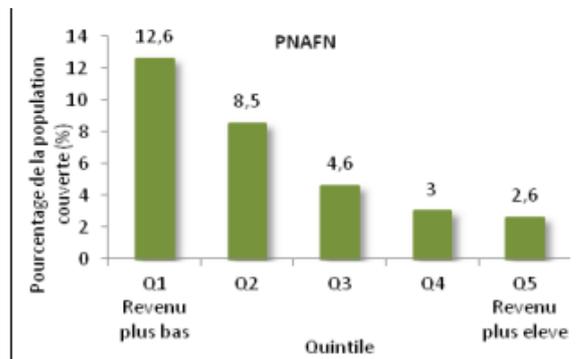


Figure 9: Taux de couverture du programme de transfert d'argent PNAFN par quintile-pourcentage de la population (Source: Banque Mondiale)

En ce qui concerne le ciblage, la Tunisie se positionne derrière des pays comme le Chili, la Palestine et El Salvador.

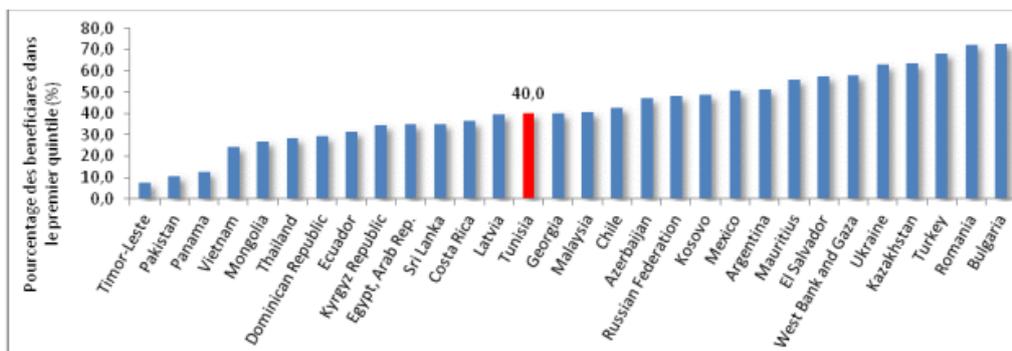


Figure 10: Part des bénéficiaires de transferts en espèces (inconditionnels) dans le premier quintile (groupe aux revenus les plus faibles) (Source : Banque mondiale)

Il est primordial de comprendre que les effets négatifs de l'austérité ne sont pas répartis équitablement entre les membres d'une communauté. Les groupes vulnérables sont souvent plus durement touchés que d'autres par les réductions des dépenses sociales.

La section suivante examine la manière dont les femmes, particulièrement, sont disproportionnellement touchées par les mesures d'austérité visant les dépenses publiques.



Accroissement des inégalités entre les genres

Le modèle économique néolibéral, socle de l'austérité, ignore manifestement la dynamique des sexes dans ses analyses. Ainsi, il néglige d'envisager la manière dont ces politiques affectent disproportionnellement les femmes et les filles.

Par exemple, il présume que les décisions au sein d'un ménage sont prises de manière participative entre les membres du ménage. Les modèles économiques actuels examinent également la pauvreté d'une optique de ménages, en supposant que les ressources sont réparties équitablement entre les membres d'un ménage, même si de nombreuses études ont montré que les femmes, les enfants et les personnes âgées reçoivent souvent une partie moins importante de ces ressources.³⁹

La désautonomisation économique des femmes

En Tunisie, les femmes sont victimes de nombreuses formes de violence et de discrimination. En 2016, une étude a montré que plus de la moitié des femmes en Tunisie ont subi une forme de violence dans l'espace public. Les chiffres du ministère de la Femme indiquent que la fréquence de violence fondée sur le genre s'est multipliée par sept lors du confinement de mars-avril 2020 à la suite de la pandémie de COVID-19.⁴⁰

Il n'est donc pas surprenant que les femmes et les filles en Tunisie ne soient pas économiquement autonomes. Ce manque d'autonomisation prend plusieurs formes, en particulier leur exclusion de la participation à la prise de décision dans le ménage, le manque de propriété de biens, le manque de temps, etc. Par exemple, 19,3 % des femmes ont leur propre revenu, contre 55,9 % des hommes. Seulement 3 % des femmes possèdent un bien immobilier contre 12 % des hommes.⁴¹

Bien qu'elles contribuent à 80 % de toute la production alimentaire et qu'elles représentent 70 % des travailleur(se)s agricoles, le taux de participation des femmes aux projets agricoles ne dépasse pas les 3 %.⁴²

Par ailleurs, une étude portant sur les facteurs de désautonomisation économique tels que la contribution aux décisions de production, l'accès aux crédits, le contrôle des revenus, la charge de travail et les loisirs, a constaté que les hommes tunisiens et les femmes tunisiennes étaient

³⁹ Perez, Caroline Criado. *Invisible women: Data bias in a world designed for men*. Abrams, 2019.

⁴⁰ Ministère des Finances, UNICEF, Sep 2022, Rapport d'analyse budgétaire selon le genre (2010-2021), Page 19

⁴¹ Ministère des Finances, Ecole Nationale des Finances, La budgétisation sensible au genre, Octobre 2021, Page 7-8

⁴² Ministère des Finances, UNICEF, Sep 2022, Rapport d'analyse budgétaire selon le genre (2010-2021), Page 18

désautonomisés. Cependant, les femmes étaient beaucoup plus touchées. Selon l'étude, 95% des femmes rurales étaient défavorisées contre 74% des hommes ruraux.⁴³

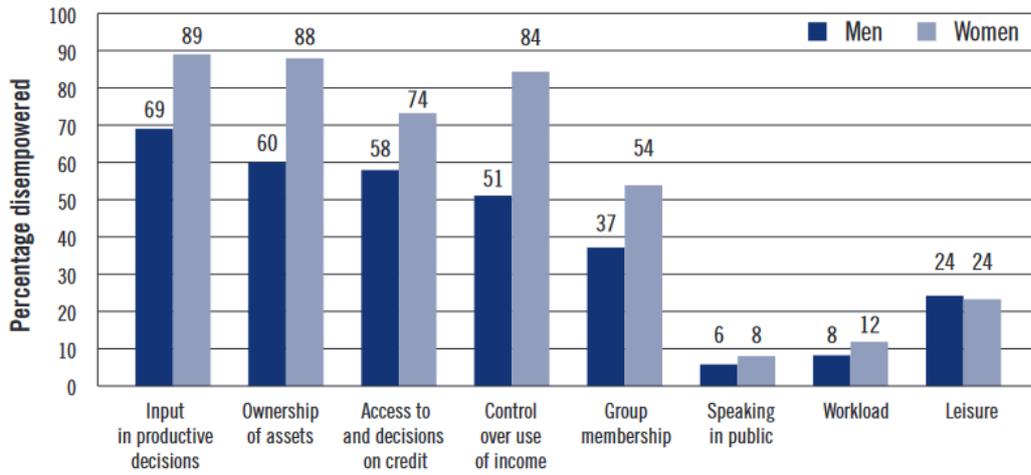


Figure 11: Pourcentage d'hommes et de femmes privés de pouvoir, par indicateur (Source: Enquête WEAI, Tunisie, 2017)⁴⁴

La désautonomisation de ces femmes résulte essentiellement de facteurs comme le manque d'implication dans les décisions productives et le manque de contrôle sur l'utilisation des revenus.

⁴³ Sofiane Ghali; Micheline Goedhuys. "Women's and Youth Empowerment in Rural Tunisia - An Assessment Using the Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI)." Working paper, May 1, 2018.

http://www.ilo.org/employment/areas/youth-employment/WCMS_627210/lang--en/index.htm.

⁴⁴ Ibid.

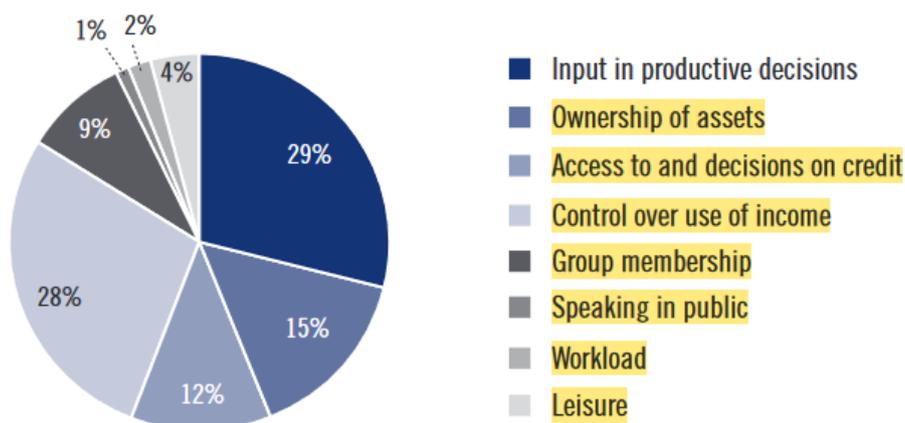


Figure 12: Contribution de chaque indicateur à la désautonomisation des femmes (Source : enquête WEAI, Tunisie, 2017)⁴⁵

En Tunisie où le PIB par habitant(e) est plus faible que le Guatemala, le Bangladesh et l'Ouganda, les niveaux de désautonomisation des femmes sont pires que dans d'autres pays. Les niveaux plus élevés de désautonomisation sont la preuve que, quoi qu'il adienne de la croissance économique en Tunisie, les femmes sont délaissées. « Cette apparente énigme peut toutefois s'expliquer par les salaires d'acceptation élevés et les conditions de travail des femmes tunisiennes, induits par des normes religieuses et culturelles fortes qui attendent des femmes qu'elles assument la plupart, voire la totalité, des tâches ménagères ».⁴⁶

Plutôt que de diminuer, ces écarts en termes d'égalité économique ont stagné. Par exemple, dans l'indice mondial des écarts entre les sexes élaboré par le Forum économique mondial, la Tunisie se classait 97ème sur 115 pays en matière de participation et d'opportunités économiques, avec un score de 0,48. En 2022, son score est passé à 0,445, ce qui la place au 140ème rang parmi 146 pays.⁴⁷

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ World Economic Forum, Global Gender Gap Report 2022, Insight Report, July 2022

	2006	2020	2021
	Score	Rang	Score
<i>Participation et opportunités économiques</i>	0.48	97	0.434
<i>Niveau d'éducation</i>	0.959	76	0.97
<i>Santé et survie</i>	0.966	98	0.971
<i>Autonomisation politique</i>	0.11	53	0.201
<i>Indice mondial de l'écart entre les sexes</i>	0.629	90	0.644
	Score	Rang	Score
	0.445	144	0.445
	0.97	106	0.97
	0.969	107	0.969
	0.212	67	0.212
	0.649	124	0.649
	Rang	Rang	Rang
	144	108	91
	69	69	69
	126	126	126

Figure 13: Indice mondial de l'écart entre les sexes (Source : Forum économique mondial)⁴⁸

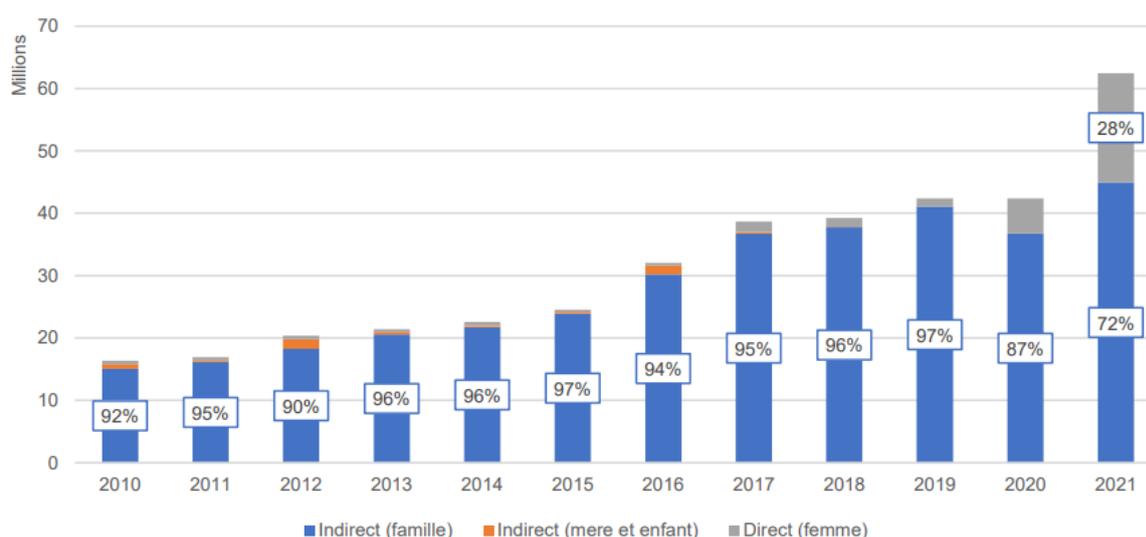


Figure 14: Dépenses totales ciblées sur les femmes en millions TND (Source: UNICEF, Ministère des finances)⁴⁹

Bien que l'État devait remédier à ces inégalités, il n'a pas accordé le financement nécessaire pour y parvenir. Le gouvernement tunisien n'a même pas adopté d'approche budgétaire sensible au genre avant 2019⁵⁰. Jusqu'en 2020, la majorité des dépenses pouvant être considérées comme sensibles au genre étaient indirectes et 90 % d'entre elles allaient aux familles. Cela repose,

⁴⁸ Ibid. Page 17-18

⁴⁹ Ibid. Page 26.

⁵⁰ Ibid. Page 19

encore, sur la supposition que les ressources accordées aux familles sont réparties équitablement entre les membres.

En 2021, le budget alloué aux femmes a dépassé 60 millions de dinars, soit une augmentation de 47% par rapport au montant alloué en 2020. Cependant, si on examine le montant réel consacré pour les femmes entre 2017 et 2020, il y a eu en réalité une diminution de 3% . Même avec une augmentation de 39 % de la valeur réelle consacrée pour les femmes en 2021, ces dépenses demeurent négligeables.⁵¹

Quoi que le pourcentage de fonds alloués aux femmes directement ait augmenté en 2020 et 2021, atteignant ainsi 28 % de tous les fonds considérés comme sensibles au genre, ce financement reste nettement insuffisant et compte pour moins d'un tiers de pour cent de toutes les dépenses publiques. Plus de 98 % des dépenses publiques restent neutres en matière de genre.

Tableau 3: Répartition des lignes budgétaires : ciblant les femmes de façon directe, indirecte ou neutres/aveugles

	Cible directement les femmes	Cible indirectement (famille ou enfant)	Dépenses neutres ou aveugles
2010	0.06%	2.63%	97.32%
2011	0.05%	2.46%	97.49%
2012	0.05%	2.19%	97.76%
2013	0.10%	1.98%	97.92%
2014	0.09%	2.17%	97.74%
2015	0.07%	2.35%	97.58%
2016	0.07%	2.07%	97.86%
2017	0.08%	2.06%	97.86%
2018	0.08%	2.12%	97.80%
2019	0.13%	1.06%	98.81%
2020	0.28%	1.15%	98.57%
2021	0.31%	1.29%	98.40%

Figure 15: Répartition des lignes budgétaires (Source: UNICEF, Ministère des finances)⁵²

Les réductions des dépenses publiques exacerbent davantage ces inégalités et cette désautonomisation, en entraînant un triple coût pour les femmes. Suite à l'élimination des

⁵¹ Ibid. Page 24

⁵² Ibid. Page 23



emplois et des services du secteur public, les femmes pâtissent d'une perte d'emplois, d'un accès plus limité aux services et d'un fardeau de travail non rémunéré plus lourd.^{53 54}

La section suivante se penche sur les différents aspects de la « surexploitation »⁵⁵ des femmes par les mesures d'austérité.

La perte d'emplois des femmes

D'une manière générale, le chômage est en hausse. Néanmoins, le chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes. C'est particulièrement le cas des jeunes femmes très instruites. En effet, au deuxième trimestre 2022, le taux de chômage des hommes était de 13,1 %, tandis que le taux enregistré pour les femmes était de 20,5 %. L'écart est encore plus large dans le cas des demandeur(se)s d'emploi ayant un niveau d'études élevé. Pour les diplômé(e)s de l'enseignement supérieur, le taux de chômage au troisième trimestre 2022 était de 17,6 % pour les hommes contre 40,7 % pour les femmes.⁵⁶

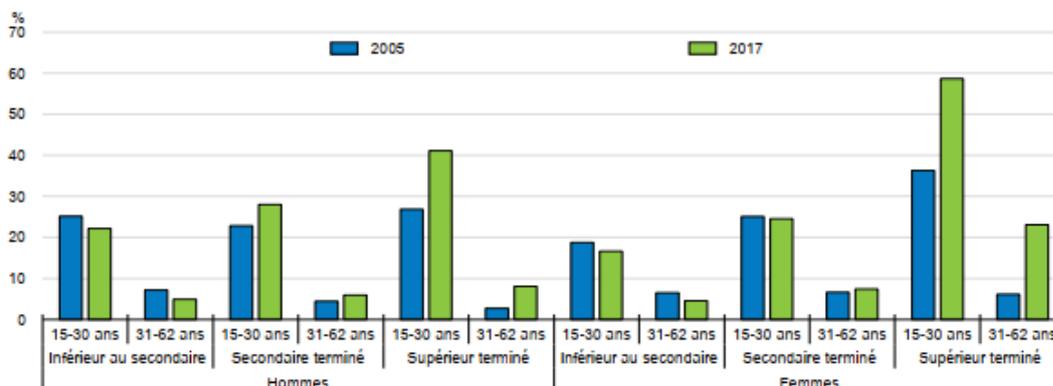


Figure 16: Taux de chômage selon le sexe, niveau d'éducation et tranche d'âge, 2005 et 2007 (Source : OCDE)⁵⁷

En plus de souffrir d'un taux de chômage plus élevé en général, les femmes sont sujettes à des périodes de chômage plus longues. Par exemple, en 2011, 11,3 % des femmes au chômage avaient vécu une période de chômage de plus de trois ans contre 5,2 % pour les hommes au

⁵³ ActionAid International. "The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity," October 10, 2022. <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>. Page 4

⁵⁴ United Nations General Assembly. "Report of the Independent Expert on the Effects of Foreign Debt." Report of the Independent Expert on the effects of foreign debt and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights Impact of economic reforms and austerity measures on women's human rights, July 18, 2018. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/229/04/PDF/N1822904.pdf?OpenElement>.

⁵⁵ ActionAid International. "The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity," October 10, 2022. <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>. Page 27

⁵⁶ National Statistics Institute. "Statistiques." Accueil. Accessed January 15, 2023. <http://www.ins.tn/statistiques/153>.

⁵⁷ Grundke and Cassimon, Etudes Economiques de l'OCDE, Améliorer les compétences et les perspectives d'emploi en Tunisie, OECD

chômage.⁵⁸ En outre, en périodes de crises comme celle que connaît la Tunisie depuis 2011, les femmes sont plus susceptibles de perdre leur emploi ou de ne pas être embauchées. Par exemple, lors de la pandémie- entre le premier et le deuxième trimestre de 2020- 3,92 % des hommes ont perdu leurs emplois contre 6,14 % des femmes. La même chose s'est produite pendant la révolution. En fait, entre 2010 et 2011, le nombre d'employés hommes a diminué de 2,59 % tandis que le nombre d'employées femmes a diminué de 9,01 %, soit plus de 3 fois le taux correspondant aux hommes.

	Effectif (en mille)						En %					
	2010			2011			2010			2011		
	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total
< à un an	204.2	115.2	319.4	278.3	137.1	415.4	69.4	61.0	66.1	68.3	50.8	61.3
>1an et ≤2 ans	59.2	42.8	102.0	81.9	71.3	153.2	20.1	22.6	21.1	20.1	26.4	22.6
>2ans et ≤3ans	17.7	16.6	34.3	26.1	31.0	57.1	6.0	8.8	7.1	6.4	11.5	8.4
> 3ans	13.2	14.3	27.5	21.2	30.5	51.7	4.5	7.6	5.7	5.2	11.3	7.7
Non déclarés	6.0	2.6	8.6	16.3	11.2	27.5	-	-	-	-	-	-
Total	300.3	191.5	491.8	423.8	281.1	704.9	100	100	100	100	100	100

Source : INS

Figure 17: Répartition de la population en chômage selon la durée du chômage et le sexe (Source: ITCEQ)⁵⁹

On retrouve habituellement les femmes employées, du moins dans le secteur formel, dans le secteur public où elles représentent environ 36 % de tous les employé(e)s publics, alors qu'elles représentent 26 % de la population active générale. (Figure17)

Ce n'est en aucun cas exceptionnel. En effet, à l'échelle internationale, les femmes travaillent de manière disproportionnée dans le secteur public, vu que c'est « l'un des rares marchés de travail relativement satisfaisant ». Ainsi, « les femmes ont [sur l'échelle mondiale] été fortement touchées par la réduction de la fonction publique ».⁶⁰

⁵⁸ Mouldi Ben Amor, Le chômage des jeunes : déterminants et caractéristiques, Institut Tunisien de la compétitivité et des études quantitatives, Notes et analyses de l'ITCEQ N°05-2012, 2012

⁵⁹ Mouldi Ben Amor, Le chômage des jeunes : déterminants et caractéristiques, Institut Tunisien de la compétitivité et des études quantitatives, Notes et analyses de l'ITCEQ N°05-2012, 2012

⁶⁰ OHCHR. "OHCHR | The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights." Accessed January 2, 2023. <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/impact-economic-reform-policies-womens-human-rights>. Page 2

Tableau 2- Évolution des effectifs des agents de la fonction publique et des ministères pilotes par sexe, 2010-2015

		2010	2011	2012	2013	2014	2015
Fonction publique tunisienne dans son ensemble	Femmes	171 888	177 262	194 868	206 458	215 445	219 020
	Hommes	263 599	267 643	338 201	351 979	375 728	385 143
	Total	435 487	444 905	533 069	558 437	591 173	604 163
	Pourcentage de femmes (%)	39.5	39.8	36.6	37.0	36.4	36.3

Figure 18: Evolution des effectifs des agent(e)s de la fonction publique par sexe 2010-2015 (Source: OCDE)⁶¹

En Tunisie, comme dans d'autres pays, les femmes ont tendance à être surreprésentées dans le secteur public. En conséquence, en supprimant les emplois du secteur public, l'État écarte effectivement les emplois des femmes.

	4ème trimestre 2018	1ère trimestre 2019	2ème trimestre 2019	3ème trimestre 2019	4ème trimestre 2019	1ère trimestre 2020	2ème trimestre 2020	3ème trimestre 2020
Evolution de la population active occupée	3507.6	3520.4	3527.9	3543.6	3566.4	3565.5	3404.5	3511.6
Masculin	2582.5	2590.7	2594.5	2603.2	2613.7	2615.2	2512.6	2581.9
Féminin	925.1	929.7	933.4	940.4	952.7	950.3	891.9	929.8
% FEMMES	0.26374 16	0.2640 893	0.2645 767	0.2653 798	0.26713 21	0.2665 264	0.2619 768	0.2647 796

Figure 19: Evolution de la population active 2018-2020 (Source: INS)⁶²

Plusieurs facteurs peuvent en effet expliquer le taux de chômage élevé chez les femmes et leur concentration dans le secteur public.

L'un de ces facteurs est l'éducation des femmes, car elles ont plus de chance de poursuivre des études supérieures. En tant que diplômées universitaires, les femmes pourraient être surqualifiées pour le marché national qui offre surtout des emplois qui ne nécessitent pas de diplôme universitaire. Ce niveau d'éducation hausse également leurs salaires d'acceptation, d'où

⁶¹ OECD, LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA PRISE DE DÉCISION DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN TUNISIE, 2018, Page 20

⁶² INS, population occupée, Accessed 30 January 2023, <http://www.ins.tn/statistiques/152>

elles risquent de ne pas postuler ou de ne pas accepter des emplois offrant moins que ces salaires d'acceptation.

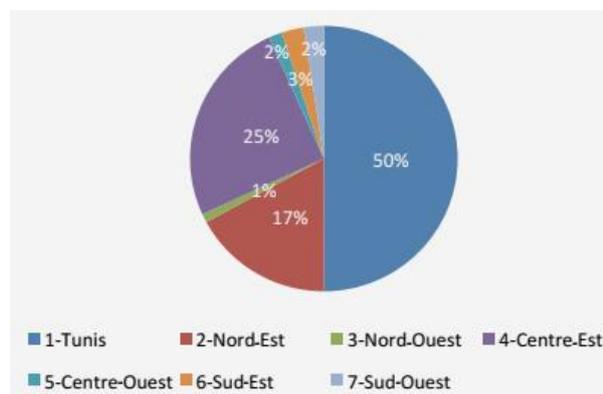


Figure 20: Postes vacants par région 2014 (Source : OIT)⁶³

Un autre facteur pourrait être la privation de mobilité due aux normes sociales et culturelles. Comme les emplois sont concentrés dans la capitale et dans les régions côtières, les femmes risquent de ne pas se déplacer vers ces régions aussi facilement que les hommes, à la recherche d'un emploi. (Figure20)

Niveau d'éducation	Secteur d'activité					
	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	Construction	Industries	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air	Services	Ensemble
École élémentaire	6.7	14.5	9.0	21.1	5.0	8.0
Collège	18.1	10.3	16.8	25.4	7.6	14.2
Secondaire	46.6	22.5	18.3	23.3	30.0	27.8
Formation professionnelle	20.0	44.3	52.9	28.3	19.1	36.1
Université	8.6	8.3	3.0	1.9	38.3	13.9
Doctorat	0.0	4.2	7.1	2.9	1.3	3.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Figure 21: Éducation et secteur d'activité en cas de recrutement de travailleur(se)s de production et professions élémentaires % 2014 (Source: OIT) ⁶⁴

Cependant, un facteur plus déterminant du chômage des femmes et de la surreprésentation des femmes dans le secteur public pourrait être la manière dont elles subissent des discriminations

⁶³ International Labor Organization, Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie : résultats de l'enquête auprès des entreprises, 2015

⁶⁴ Ibid.



sur le marché du travail, en particulier dans le secteur privé. Comme le montre la figure 21, les principaux secteurs privés d'emploi en Tunisie sont les industries avec 38,8% de postes vacants, les services avec 31%, la construction avec 18,6%, et le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles avec 11,2% de postes vacants.

Activité de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Postes	
		Nombre	%
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	550	3 325	11,2
Construction	463	5 545	18,6
Industries	2 273	11 543	38,8
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air	21	97	0,3
Services	1 679	9 231	31,0
Total	4 986	29 741	100,0

Figure 22: Postes vacants par secteur ou par activité 2014 (Source : OIT)⁶⁵

Dans ces secteurs, les employeur(se)s semblent nettement favoriser les candidats masculins. Par exemple, en ce qui concerne les emplois de bureau et les postes de direction, un tiers des employeur(se)s du secteur du commerce et de la réparation automobile et motocycles ont privilégié les candidats masculins. Dans les industries, un quart des employeur(se)s a une préférence masculine. Cette préférence passe à plus de 43 % dans la construction. (Figure 22)

Secteur d'activité	Féminin	Masculin	Indifférent	Total
Les dirigeants / professionnels				
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	6,3	33,8	59,9	100,0
Construction	2,5	43,2	54,2	100,0
Industries	15,0	24,7	60,3	100,0
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur ...	3,2	28,0	68,8	100,0
Services	6,8	21,7	71,5	100,0
Ensemble	9,7	27,5	62,7	100,0

Figure 23: Le genre comme facteur de recrutement de managers par secteur d'activité 2014 (Source : OIT)⁶⁶

⁶⁵ International Labor Organization, Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie : résultats de l'enquête auprès des entreprises, 2015

⁶⁶ Ibid.

Cette préférence pour les candidats masculins est encore plus marquée dans les emplois modestes (qui font la majorité des emplois disponibles). En ce qui concerne les emplois d'ouvrier(ère)s, il semble y avoir une préférence globale de 45,2 % pour les candidats masculins. Ce pourcentage passe à plus de 47 % dans les industries, à plus de 55 % dans le commerce et la réparation automobiles et motocycles et à plus de 70 % dans la construction. (Figure 23)

Secteur d'activité	Féminin	Masculin	Indifférent	Total
Travailleurs de production / professions élémentaires				
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	8,3	55,8	35,9	100,0
Construction	1,1	71,1	27,8	100,0
Industries	23,1	47,2	29,8	100,0
Production et distribution d'électricité. de gaz. de vapeur ...	9,6	45,6	44,8	100,0
Services	15,6	23,6	60,8	100,0
Ensemble	16,0	45,2	38,8	100,0

Figure 24: Le genre comme facteur de recrutement de managers par secteur d'activité 2014 (Source : OIT) ⁶⁷

Les préférences des employeur(se)s sont la réflexion des normes sociétales et culturelles qui valorisent plus nettement l'emploi des hommes que l'emploi féminin. Quand on leur a demandé si les hommes devraient avoir plus de droit à un emploi que les femmes, lorsque les emplois sont rares, plus de 60% des Tunisiens ont répondu par l'affirmative. (Figure 24)

	Number of cases	%/Total
Agree strongly	496	41.1%
Agree	285	23.6%
Neither agree nor disagree	233	19.3%
Disagree	146	12.1%
Disagree strongly	48	4.0%
(N)	(1,208)	100%

Selected sample: Tunisia 2019 (1208)

Figure 25: Réponse à la question 33 : Rareté des emplois : les hommes devraient avoir plus de droit à un emploi que les femmes 2019 (Source : World Values Survey)⁶⁸

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Inglehart, R., C. Haerpfer, A. Moreno, C. Welzel, K. Kizilova, J. Diez-Medrano, M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). 2014. World Values Survey: Round Six - Country-Pooled Datafile Version: <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp>. Madrid: JD Systems Institute.

Dans la même veine, le secteur public est l'un des espaces qui limitent la candidature et le travail des femmes en Tunisie avec une discrimination relativement moindre. En tant que tel, en cas de compressions dans le secteur public, cela impacte principalement les femmes, qui ont beaucoup moins de chances d'être employées dans le secteur privé.

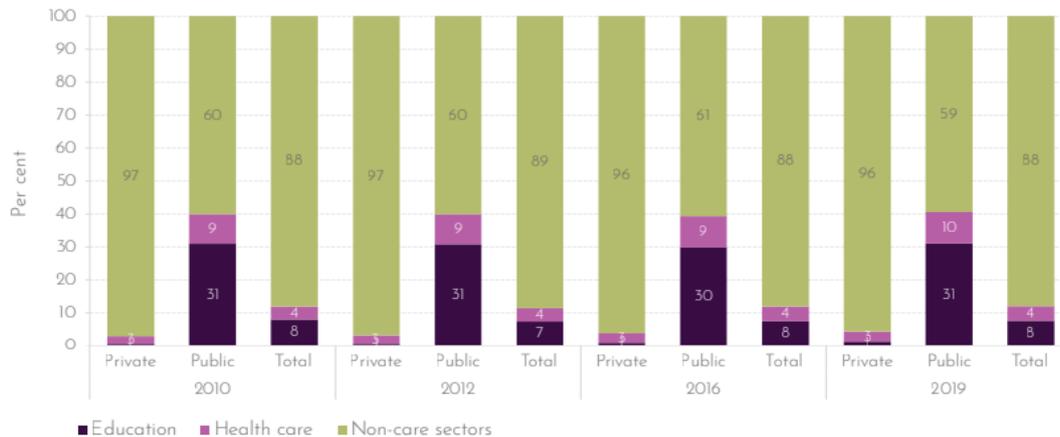


Figure 26: Répartition des secteurs des soins et autres secteurs dans l'emploi total, par secteur institutionnel, 2010-2019 (Source : ONU Femmes)⁶⁹

Au sein du secteur public, les femmes sont surreprésentées en particulier dans les services de soins. Les services tels que les soins de santé et l'éducation sont principalement concentrés dans le secteur public. En effet, 41% de l'emploi dans le secteur public est dans les secteurs des soins par rapport à 4% dans le secteur privé. Les femmes représentent un fort pourcentage des employé(e)s dans ces secteurs, 61 % des travailleur(se)s de la santé et 56 % des travailleur(se)s de l'éducation.⁷⁰

La surreprésentation des femmes dans le secteur public, en particulier dans la prestation des services publics, n'est pas seulement le cas de la Tunisie. Le travail rémunéré dans le domaine des soins est sexospécifique à l'échelle mondiale. Par exemple, 90 % des infirmier(ère)s sont des femmes.⁷¹ . Les femmes constituent également plus des deux tiers des enseignant(e)s du

⁶⁹ UN Women, THE CARE ECONOMY IN TUNISIA: TOWARDS RECOGNIZING, REDUCING AND REDISTRIBUTING UNPAID CARE WORK, December 2020, https://arabstates.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20Arab%20States/Attachments/Publications/2020/12/English_PolicyBrief_Tunisia.pdf, Page 5

⁷⁰ UN Women, THE CARE ECONOMY IN TUNISIA: TOWARDS RECOGNIZING, REDUCING AND REDISTRIBUTING UNPAID CARE WORK, December 2020, https://arabstates.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20Arab%20States/Attachments/Publications/2020/12/English_PolicyBrief_Tunisia.pdf, Page 5

⁷¹ ActionAid International. "The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity," October 10, 2022. <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>. Page 19



primaire⁷². Cependant, une étude réalisée par ActionAid, Public Services International et Education International « a révélé que les réductions d'austérité imposées par le FMI dans seulement 15 pays entre 2016 et 2021 ont bloqué le recrutement de plus de 3 millions d'infirmier(ère)s, d'enseignant(e)s et d'autres travailleur(se)s essentiel(le)s du secteur public ». ⁷³

Par conséquent, les mesures d'austérité ont entraîné une accentuation des inégalités entre les sexes au travail. Si les femmes veulent travailler dans le secteur privé, elles devraient se contenter de revenus bien inférieurs à ceux des hommes afin d'être compétitives avec ces derniers, sachant que l'emploi des hommes est déjà privilégié par les employeur(se)s et la société en général. ⁷⁴

Néanmoins, ce n'est pas seulement le manque d'emplois dans le secteur public qui affecte les femmes. Des preuves provenant d'autres pays dans lesquels des mesures d'austérité ont été imposées ont également montré que les gels et les réductions de salaires « ont réduit les revenus et la mobilité des femmes qui sont déjà parmi les moins rémunérés. Les femmes occupent de plus en plus des emplois précaires avec des horaires chargés, des faibles et de mauvaises conditions de travail, pour subvenir aux besoins de leurs familles ». ⁷⁵

Même lorsque les mesures d'austérité sont levées en temps de crise et lorsque les dépenses sociales sont utilisées pour stimuler l'économie - ce qui arrive rarement en Tunisie, excepté pendant la brève période de la pandémie- ce sont généralement les industries et les services, dominés par les hommes, qui reçoivent des stimuli fiscaux. Pendant ce temps, les secteurs à prédominance féminine font face à des réductions de dépenses et doivent patagner dans l'incertitude d'un marché national et international.

Par exemple, dans le domaine agricole, où les femmes sont surreprésentées (et employées principalement dans le secteur informel fragile), la levée des subventions, la libéralisation des prix, la levée des défenses commerciales et la dévaluation monétaire ont laissé le secteur en crise et ont généré des pertes d'emplois et une baisse des salaires à l'échelle mondiale. ⁷⁶

⁷² World Bank. "Primary Education, Teachers (% Female)." Data. Accessed January 28, 2023. <https://data.worldbank.org/indicator/SE.PRM.TCHR.FE.ZS>.

⁷³ ActionAid International. "The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity," October 10, 2022. <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>. Page 19

⁷⁴ Anastasiou at al. "Economic Recession, Austerity and Gender Inequality at Work. Evidence from Greece and Other Balkan Countries | Elsevier Enhanced Reader." Accessed January 1, 2023. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(15\)00610-3](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)00610-3). Page 41

⁷⁵ Anastasiou at al. "Economic Recession, Austerity and Gender Inequality at Work. Evidence from Greece and Other Balkan Countries | Elsevier Enhanced Reader." Accessed January 1, 2023. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(15\)00610-3](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)00610-3). Page 42.

⁷⁶ United Nations General Assembly. "Report of the Independent Expert on the Effects of Foreign Debt." Report of the Independent Expert on the effects of foreign debt and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights Impact of economic reforms and austerity measures on women's human rights, July 18, 2018. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/229/04/PDF/N1822904.pdf?OpenElement>. Page 8

Perte d'accès aux services

Parce qu'elles ne disposent pas de leurs propres ressources en raison de leur désautonomisation, et comme elles sont souvent les principales dispensatrices de soins en milieu familial, à d'autres groupes vulnérables tels que les enfants et les personnes âgées, les femmes sont plus susceptibles d'avoir recours aux programmes sociaux et services publics. Par exemple, les femmes sont plus susceptibles de fréquenter les établissements publics d'enseignement et les établissements publics de santé.⁷⁷

La pauvreté est également plus probable chez les femmes, et donc elles sont plus susceptibles d'avoir besoin de ses services.

Les chef(fe)s de ménages sont des hommes dans plus de 80% des cas en Tunisie.⁷⁸ Cependant, dans le programme PNAFN (Programme National des Familles Nécessiteuses), les familles dirigées par des femmes constituent 60% des ménages inscrits au programme.⁷⁹

Les femmes et les ménages dirigés par des femmes sont nettement plus susceptibles de souffrir de pauvreté et d'avoir besoin de ressources fournies par l'État. Les femmes vulnérables sont essentiellement les femmes sans emploi, les femmes rurales et les femmes travaillant dans le secteur informel.

En réduisant le financement du secteur public, le gouvernement réduit fondamentalement le financement des services vitaux, ce qui a pour effet de désautonomiser les femmes nécessiteuses.

Comme évoqué précédemment, même lorsque les dépenses publiques sont approuvées, elles sont souvent investies dans des infrastructures visant à servir le secteur privé. « Maintes fois, les services et biens publics qui ont principalement un impact sur les femmes et les filles (comme les soins de maternité) sont les moins rentables et, par conséquent, la priorité est accordée aux méga projets d'infrastructure comme les méga autoroutes à péage ».⁸⁰

Un autre aspect sexospécifique de la perte des ressources publiques de santé en raison de l'austérité est la pénurie de contraceptifs et le déclin de leur utilisation, occasionnés par

⁷⁷ "Enquête Nationale Sur La Perception Des Habitants Envers La Sécurité, Liberté et La Gouvernance Locale En Tunisie 2021 | INS." Accessed October 6, 2022. <http://www.ins.tn/publication/enquete-nationale-sur-la-perception-des-habitants-envers-la-securite-liberte-et-la-0>

⁷⁸ Sofiane Ghali, University of Tunis; Micheline Goedhuys. "Women's and Youth Empowerment in Rural Tunisia - An Assessment Using the Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI)." Working paper, May 1, 2018. http://www.ilo.org/employment/areas/youth-employment/WCMS_627210/lang--en/index.htm.

⁷⁹ Ministère des Finances, UNICEF, Sep 2022, Rapport d'analyse budgétaire selon le genre (2010-2021), Page 17

⁸⁰ United Nations. "Follow-up to the Fourth World Conference on Women and to the Twenty-Third Special Session of the General Assembly, Entitled 'Women 2000: Gender Equality, Development and Peace for the Twenty-First Century.'" In Report of the Commission on the Status of Women on the Fifty-Eighth Session (15 March 2013 and 10-21 March 2014), by United Nations, 53–85. Official Records (United Nations Economic and Social Council). UN, 2014. <https://doi.org/10.18356/6e4ab32d-en>

l'incapacité de les fournir par la Pharmacie Centrale. Depuis plus d'une décennie maintenant, le dinar continue à perdre de sa valeur, d'une part à cause de la crise économique actuelle, et d'autre part à cause de la dévaluation monétaire. Les importations de médicaments, tels que les contraceptifs, ont connu une forte baisse.⁸¹

		1988	1989	1994	2001	2006	2012	2018
Rates of prevalence of contraceptives	%	49.8	49.8	59.7	63.0	60.2	62.5	50.7

Figure 27: Prévalence de l'utilisation de contraceptifs 1988-2018 (Source: INS)⁸²

⁸¹ Abdo, Nabil. "The Gendered Impact of IMF Policies in MENA: The Case of Egypt, Jordan and Tunisia." Oxfam, October 8, 2019. <https://doi.org/10.21201/2019.5143>. Page 13-14

⁸² Office National de la Famille et de la Population. "Portail De Données De La Tunisie, Analyse De Données." Taux de prévalence contraceptive, Novembre 24, 2022. <http://dataportal.ins.tn/fr/DataAnalysis?8h3Nffjc5EDb8jBhc9Lzg>.



	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Le nombre d'utilisations du Condom	71,295.0	58,576.0	58,275.0	59,951.0	58,977.0	67,014.0	71,638.0	61,533.0	52,714.0	65,250.0	52,526.0	58,410.0
Le nombre d'utilisations des Injectables	56,944.0	41,804.0	20,165.0	36,896.0	40,570.0	40,987.0	42,790.0	43,223.0	46,762.0	44,413.0	36,977.0	40,146.0
Le nombre d'utilisations du Cycle de Pilule	276,165.0	255,360.0	268,916.0	252,052.0	240,305.0	232,432.0	224,305.0	215,414.0	256,892.0	199,034.0	149,837.0	141,661.0
Le nombre d'utilisations des DIU	60,405.0	53,011.0	51,124.0	47,471.0	47,050.0	45,914.0	49,110.0	33,095.0	32,306.0	39,940.0	27,317.0	27,659.0
Le nombre d'utilisations des Spermicides	31,972.0	26,991.0	26,518.0	20,434.0	20,898.0	20,287.0	17,124.0	16,954.0	15,681.0	15,514.0	12,981.0	13,308.0
Le nombre d'implants utilisés	2,561.0	2,564.0	3,727.0	3,367.0	3,255.0	3,331.0	3,616.0	4,009.0	3,233.0	3,588.0	2,791.0	3,890.0
Le nombre d'opérations de ligature des trompes réalisées	833.0	551.0	193.0	141.0	54.0	68.0	133.0	222.0	94.0	83.0	64.0	73.0
Nombre total de bénéficiaires des services de planification familiale	501,097.0	439,549.0	429,665.0	421,997.0	412,084.0	410,953.0	410,005.0	375,653.0	408,764.0	368,580.0	283,226.0	286,327.0

Figure 28: L'utilisation des contraceptifs par méthode 2010-2021 (Source: INS)⁸³

⁸³ Office National de la Famille et de la Population. "Portail De Données De La Tunisie, Analyse De Données." Actes de contraception utilisés, November 24, 2022. <http://dataportal.ins.tn/fr/DataAnalysis?Pu0QI4jkkGcr5fWgBURVw>.

Une augmentation du travail domestique et des soins non rémunérés

Le travail d'accompagnement productif, qui est souvent payé et rémunéré, est un travail reproductif qui reste largement non rémunéré. Les soins et le travail domestique constituent un aspect important du travail reproductif. Cela englobe des aspects tels que l'éducation des enfants, la prise en charge des personnes âgées, la cuisine et les tâches ménagères.⁸⁴ Il comprend également certains travaux rémunérés tels que le travail rémunéré dans les soins de santé, l'éducation, le travail domestique rémunéré et certains travaux sociaux.

Le travail de soins est essentiel pour assurer le fonctionnement de l'économie productive. Les hommes, en général, ne pourraient pas consacrer le temps qu'ils accordent au travail de loisirs s'ils n'avaient pas de partenaires féminines qui cuisinent pour eux, s'occupent de la lessive, aident les enfants à faire leurs devoirs, etc.

Souvent, les femmes assument une part prépondérante de ce travail non rémunéré. En effet, parmi les 2 milliards de travailleur(se)s, à temps plein, non rémunéré(e)s, les femmes représentent plus des trois quarts⁸⁵. Ils se chargent également de 75 % du travail non rémunéré.⁸⁶

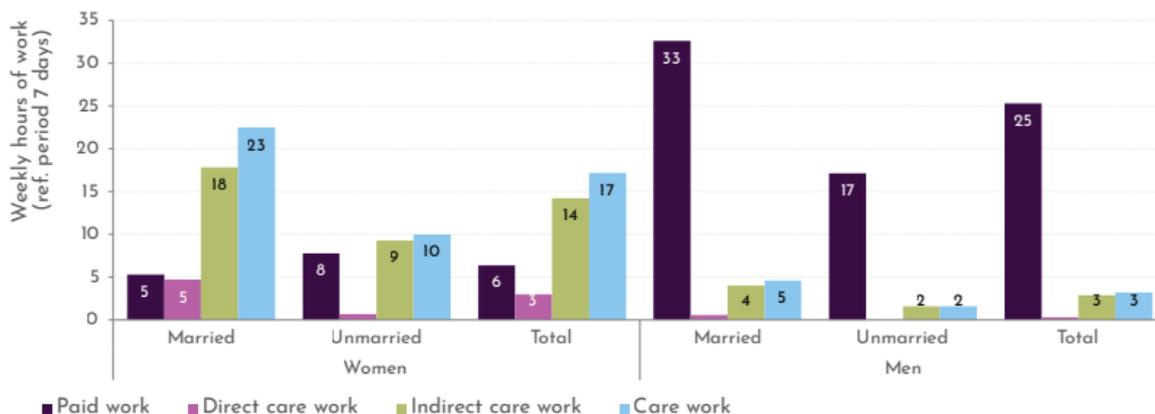
La Tunisie ne fait pas exception. Les hommes, par exemple, ne consacrent que 3 heures par semaine aux soins, tandis que les femmes y consacrent en moyenne 17 heures. Le fardeau du travail de soins non rémunéré est plus que doublé quand une femme se marie, passant de 10 heures par semaine à 23 heures, vu que de nouvelles responsabilités telles que l'éducation des enfants et les soins aux personnes âgées s'ajoutent. Pour les hommes, il augmente seulement de 2 à 5 heures. (Figure 28)

Les femmes ont également moins d'heures de travail rémunéré (6 heures, comparé à 25 heures pour les hommes). Après le mariage, bien que le travail rémunéré augmente pour les hommes, doublant de 17 heures à 33 heures, le travail rémunéré diminue pour les femmes de 8 à 5 heures. Cela signifie que les femmes font plus de travail mais sont moins payées. (Figure 29)

⁸⁴ The United Nations Research Institute for Social

⁸⁵ ActionAid International. "The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity," October 10, 2022. <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>. Page 14

⁸⁶ United Nations General Assembly. "Report of the Independent Expert on the Effects of Foreign Debt." Report of the Independent Expert on the effects of foreign debt and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights Impact of economic reforms and austerity measures on women's human rights, July 18, 2018. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/229/04/PDF/N1822904.pdf?OpenElement>. Page 6



Source: Authors' calculation based on the TLMPS 2014.

Figure 29: Nombre d'heures hebdomadaires de travail rémunéré et de travail de soins non rémunéré par sexe et situation matrimoniale - âges de 15 à 64 ans (Source : ONU Femmes)⁸⁷

Les travailleuses qui supportent le fardeau d'un travail non rémunéré et qui doivent effectuer une « deuxième journée de travail » à la maison sont "pauvres en temps", ce qui fait qu'elles ont peu de temps pour se reposer et se divertir. En particulier, « la pauvreté en temps signifie le manque de temps libre pour s'engager dans des activités de bien-être social après avoir fait un travail non rémunéré et rémunéré et des activités nécessaires »⁸⁸. Ainsi, les femmes auront moins de temps pour le travail salarié, le repos et la participation politique,...

Le faible taux d'accès au travail rémunéré et à l'économie formelle affectent gravement le pouvoir des femmes et leur capacité à négocier de meilleures conditions, tant au sein de l'unité domestique que sur les scènes politiques locales et nationales⁸⁹. Par exemple, une femme sans ressources financières aura plus de mal à sortir d'une situation conjugale violente, si ses seuls revenus proviennent de son agresseur. De plus, les femmes ne pourront pas utiliser leur travail et leur pouvoir de négociation collective pour plaider en faveur de meilleures conditions de travail ou d'une législation susceptible d'améliorer leur situation.

Le fardeau du travail de soins non rémunéré assumé par les femmes est accru par les mesures d'austérité. En quelque sorte, les femmes sont faites pour être les amortisseurs et les filets de sécurité d'ultime recours au sein de leurs ménages.

⁸⁷ UN Women, THE CARE ECONOMY IN TUNISIA: TOWARDS RECOGNIZING, REDUCING AND REDISTRIBUTING UNPAID CARE WORK, December 2020, https://arabstates.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20Arab%20States/Attachments/Publications/2020/12/English_PolicyBrief_Tunisia.pdf, Page 2

⁸⁸ ActionAid International. "The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity," October 10, 2022. <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>. Page 9

⁸⁹ OHCHR. "OHCHR | The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights." Accessed January 2, 2023. <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/impact-economic-reform-policies-womens-human-rights>. Page 1



Par exemple, lorsque les soins de santé sont privatisés et que les gens hésitent à demander de l'aide médicale en cas de maladie, ce sont les femmes qui restent à la maison pour s'occuper de l'enfant malade ou de la personne âgée malade. Dans les cas de maladies et d'affections de longue durée, ce sont les femmes qui quittent leurs emplois pour s'occuper de la personne malade. Il en va de même dans le cas de la privatisation de l'éducation. Si les structures préscolaires ou pré-maternelles coûtent plus cher que son salaire mensuel, c'est la mère qui quitte son emploi pour assumer le travail non rémunéré d'éducation de son enfant.

La pandémie a prouvé que lorsque le travail de soins fourni par l'État n'est plus disponible, ce sont les femmes qui supportent le fardeau de ce travail de soins, comme celui-ci devient non rémunéré et il leur incombe dès lors de l'assumer. Dans des pays comme l'Inde, le Kenya et l'Afrique du Sud, il a été constaté que le travail ménager de 71% des femmes a augmenté.⁹⁰

Des formes de travail de soins non rémunérées sont désormais privatisées et dédiées aux travailleur(se)s domestiques privé(e)s tels que les nounous et les femmes de ménage. Ces réseaux de soins nationaux et mondiaux ne font cependant que renforcer davantage l'exploitation des femmes car ils offrent des salaires très faibles pour un travail très fragile.⁹¹

Malgré son impact sur les droits économiques et sociaux des femmes et sa contribution à l'appui de l'économie productive, le travail de soins est souvent négligé par les États et les institutions financières internationales. Les impacts des politiques publiques sur le travail non rémunéré des femmes sont quasi rarement pris en considération lors de la prise des décisions politiques. En conséquence, le transfert du fardeau des États vers les femmes demeure non discernable.

Les principaux indicateurs économiques tels que les comptes de l'État et la croissance du PIB ne prennent pas en compte le travail non rémunéré des femmes et, par conséquent, omettent de prendre en considération leur contribution et la centralité de leur travail. Ainsi, les femmes continuent de servir comme amortisseurs de crises économiques et de politiques d'austérité.

⁹⁰ ActionAid International. "The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity," October 10, 2022. <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>. Page 7

⁹¹ Yeates, Nicola. "Global care chains: a state-of-the-art review and future directions in care transnationalization research." *Global Networks* 12, no. 2 (2012): 135-154.

RECOMMANDATIONS

Investir dans les dépenses publiques

Afin de créer des emplois et de soutenir les femmes, l'État doit investir davantage de ressources dans le secteur public qui manque de financement et de personnels, notamment dans les secteurs des soins tels que la santé et l'éducation. Cela s'applique aux services de soins pour les personnes âgées ainsi qu'aux prestations fournies aux enfants aux niveaux préscolaires et pré-maternelles. Les programmes de protection sociale doivent être mis à jour à travers une approche du cycle de vie qui soit universelle, inclusive et adéquate. Cela pourrait inclure des programmes comme l'assurance-chômage, les allocations familiales universelles, etc.

Ces réformes doivent également être sensibles aux genres et privilégier les droits de l'homme. Pour atteindre ces objectifs, le travail de soins doit non seulement être partagé au sein de la cellule familiale, mais aussi réparti entre les individus et l'État. « Des services publics de haute qualité libéreront du temps pour les femmes afin qu'elles puissent entretenir du travail rémunéré ainsi que des activités politiques et sociales, tout en assurant la disponibilité universelle des services de soins de qualité (et aussi la création davantage d'emplois rémunérés)»⁹²

Quant au travail de soins non rémunéré, particulièrement, les recommandations suivantes du Bureau des droits de l'homme des Nations Unies⁹³ pourraient s'appliquer à la fois au gouvernement tunisien et aux IFI qui y œuvrent :

- Reconnaître les soins non rémunérés et le travail domestique comme un travail crucial, en le prenant en compte dans les comptes nationaux, et financer des enquêtes sur la répartition du temps ventilées par sexe pour le suivi du temps consacré à ce travail. Ce dernier permettrait le monitoring et la mesure de l'impact réel des politiques publiques sur l'emploi du temps et le travail des femmes.
- Prendre des décisions macroéconomiques, fondées sur la reconnaissance de l'importance de la dispense de soins dans la durabilité des sociétés, y compris l'analyse coût-bénéfice des politiques économiques et de leur impact sur le travail de soins non rémunéré.
- Réduire le temps nécessaire pour la dispense des soins et du travail domestique de qualité en investissant dans des équipements et des infrastructures permettant de minimiser l'emploi de la main-d'œuvre, notamment dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de l'électricité et des transports publics.
- Le recours à une budgétisation sensible au genre, qui associe des organisations de la société civile dirigées par des femmes, afin de garantir que des ressources suffisantes sont allouées à la mise en œuvre de lois, de politiques et de programmes promouvant l'égalité entre les hommes et les femmes.

⁹² OHCHR. "OHCHR | The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights." Accessed January 2, 2023. <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/impact-economic-reform-policies-womens-human-rights>. Page 4

⁹³ OHCHR. "OHCHR | The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights." Accessed January 2, 2023. <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/impact-economic-reform-policies-womens-human-rights>.

Adopter une fiscalité plus progressive

Pour financer ces services dans le secteur public, il est primordial d'adopter une politique fiscale juste et équitable basée sur les capacités contributives des personnes, des entreprises et des institutions. Voici quelques exemples de telles politiques :

- Adopter un impôt sur la fortune, sur le patrimoine.
- Augmenter l'impôt sur les revenus des sociétés.
- Augmenter le taux d'imposition sur les successions.
- Adopter un impôt sur le revenu des personnes physiques plus progressif, avec plus de tranches et un taux marginal d'imposition plus élevé.
- Investir plus dans les ressources humaines et matérielles des administrations fiscales pour que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales soit plus efficace.
- Éliminer les lacunes de la législation fiscale en supprimant les exonérations fiscales inefficaces.

Cependant, en vue de promouvoir la justice et l'égalité, les décideurs politiques doivent réduire leur dépendance à l'égard de certaines sources fiscales, ce qui implique:

- Moins de recours aux impôts indirects, entre autres la taxe sur la valeur ajoutée et les autres taxes à la consommation.
- Création d'une liste de produits de première nécessité exonérés de TVA, y compris les serviettes et autres produits hygiéniques, les médicaments de base, etc.



Lectures recommandées sur la fiscalité et les inégalités

Abdo, Nabil. "The Gendered Impact of IMF Policies in MENA: The Case of Egypt, Jordan and Tunisia." Oxfam, October 8, 2019. <https://doi.org/10.21201/2019.5143>.

Action Aid. "Guiding Principles and Minimum Standards on Unpaid Care and Domestic Work_English.Pdf." Accessed January 7, 2023. https://actionaid.org/sites/default/files/publications/Guiding%20principles%20and%20minimum%20standards%20on%20unpaid%20care%20and%20domestic%20work_English.pdf

Amine Bouzaiene, LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019: SOUS LES PROJECTEURS DE L'ÉQUITÉ FISCALE,

Al Bawsala, April 2019.

AMINE BOUZAÏÈNE. "Les avantages fiscaux une perte de revenu pour un bénéfice incertain" Observatoire

Tunisien de l'Economie, 2019

Sahar Mechmech, Tax INCENTIVES A Burden On Public Finances, 2020, Al Bawsala

Chafik Ben Rouine, Bilan des incitations aux investissements en Tunisie, Observatoire Tunisien de l'Economie,

May 2014.

Bretton Woods Project. "Gender-Just Macroeconomics Engaging the IMF and World Bank." Accessed January 7, 2023. <https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2016/10/Gender-Just-Macroeconomics-final-1.pdf>.

"The IMF and Gender Equality: A Compendium of Feminist Macroeconomic Critiques," October 2017. <https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2017/10/The-IMF-and-Gender-Equality-A-Compendium-of-Feminist-Macroeconomic-Critiques.pdf>.

Global alliance for Tax Justice at al. "Framing Feminist Taxation," March 2021. <https://www.akinamamawaafrika.org/wp-content/uploads/2021/06/Framing-Feminist-Taxation.pdf>.

The Gender & Development Network. "Breaking down the Barriers Macroeconomic Policies That Promote Women's Economic Equality," May 2016. <https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5746be0c2fe131d4ab05e3ee/1464253965422/Breaking+down+the+barriers+-+macroeconomic+policies+that+promote+WEE.pdf>.

BIBLIOGRAPHIE

- World Bank. "Education Statistics - All Indicators." DataBank. Accessed January 30, 2023. <https://databank.worldbank.org/source/education-statistics-%5e-all-indicators#>.
- "Enquête Nationale Sur La Perception Des Habitant(e)s Envers La Sécurité, Liberté et La Gouvernance Locale En Tunisie 2021 | INS." Accessed October 6, 2022. <http://www.ins.tn/publication/enquete-nationale-sur-la-perception-des-habitants-envers-la-securite-liberte-et-la-0>. Page 23
- Abdo, Nabil. "The Gendered Impact of IMF Policies in MENA: The Case of Egypt, Jordan and Tunisia." Oxfam, October 8, 2019. <https://doi.org/10.21201/2019.5143>. Page 13-14
- ActionAid International. "The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity," October 10, 2022. <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>. Page 4
- ActionAid International. "The Public Versus Austerity: Why Public Sector Wage Bill Constraints Must End." Accessed January 7, 2023. <https://actionaid.org/publications/2021/public-versus-austerity-why-public-sector-wage-bill-constraints-must-end>, Page 36.
- Al Bawsala, Distribution of National Budget Expenditure-Finance law 2023, Facebook.com, Posted December 27, 2022, <https://www.facebook.com/AlBawsala/photos/6254436621255778>
- Anastasiou at al. "Economic Recession, Austerity and Gender Inequality at Work. Evidence from Greece and Other Balkan Countries | Elsevier Enhanced Reader." Accessed January 1, 2023. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(15\)00610-3](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)00610-3). Page 41
- Cours des Comptes. "Supervision Et Contrôle Des Cliniques Privées." courdescomptes.nat.tn, February 12, 2021. http://www.courdescomptes.nat.tn/Fr/thematiques_58_4_-1_0_0_0000_0000_supervision-et-controle-des-cliniques-privées__281#? Page 219
- Grundke and Cassimon, Etudes Economiques de l'OCDE, Améliorer les compétences et les perspectives d'emploi en Tunisie, OECD
- Inglehart, R., C. Haerper, A. Moreno, C. Welzel, K. Kizilova, J. Diez-Medrano, M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). 2014. World Values Survey: Round Six - Country-Pooled Datafile Version: <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp>. Madrid: JD Systems Institute.
- INS, population occupée, Accessed 30 January 2023, <http://www.ins.tn/statistiques/152>

International Labor Organization, Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie : résultats de l'enquête auprès des entreprises, 2015

Kais Attia, A decade of Austerity, Al Bawsala, November 2022, <https://www.albawsala.com/ar/publications/rapports/20225523>. Page 6

Ministère des Finances, Ecole Nationale des Finances, La budgétisation sensible au genre, Octobre 2021, Page 7-8

Ministère des Finances, UNICEF, Sep 2022, Rapport d'analyse budgétaire selon le genre (2010-2021), Page 17

Ministry of Health, Healthcare Factsheet 2019, April 2021, page 105, <http://www.santetunisie.rns.tn/images/statdep/Carte-sanitaire-2019-finale.pdf>

Mouldi Ben Amor, Le chômage des jeunes : déterminants et caractéristiques, Institut Tunisien de la compétitivité et des études quantitatives, Notes et analyses de l'ITCEQ N°05-2012, 2012

National Statistics Institute. "Statistiques." Accueil. Accessed January 15, 2023. <http://www.ins.tn/statistiques/153>.

OECD, LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA PRISE DE DÉCISION DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE EN TUNISIE, 2018, Page 20

Office National de la Famille et de la Population. "Portail De Données De La Tunisie, Analyse De Données." Actes de contraception utilisée, November 24, 2022. <http://dataportal.ins.tn/fr/DataAnalysis?Pu0Qi4jkkGcr5fWgBURVw>.

Office National de la Famille et de la Population. "Portail De Données De La Tunisie, Analyse De Données." Taux de prévalence contraceptive, Novembre 24, 2022. <http://dataportal.ins.tn/fr/DataAnalysis?8h3Nffjc5EDb8jBhc9Lzg>.

OHCHR. "OHCHR | The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights." Accessed January 2, 2023. <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/impact-economic-reform-policies-womens-human-rights>.

Perez, Caroline Criado. Invisible women: Data bias in a world designed for men. Abrams, 2019.

Rfi, Lilia Blaise. "Tunisie: Les Enseignants Remplaçants En Grève Contre Leurs Conditions De Travail Précaires." RFI. RFI, October 31, 2022. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221031-tunisie-les-enseignants-rempla%C3%A7ants-en-gr%C3%A8ve-contre-leurs-conditions-de-travail-pr%C3%A9caires>.

Sahar Mechmech, Houssein Chammem, Austerity: A Chronic Condition of Public Health, Al Bawsala, Page 10.

<https://www.albawsala.com/en/publications/20225498?fbclid=IwAR18iwKZZPDXdGAI4L0AFWcglSFFZzFoC7PH9DwC250GRsPZjFOLWvFMxjA>

Sofiane Ghali, University of Tunis; Micheline Goedhuys. "Women's and Youth Empowerment in Rural Tunisia - An Assessment Using the Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI)." Working paper, May 1, 2018. http://www.ilo.org/employment/areas/youth-employment/WCMS_627210/lang--en/index.htm.

Stéphanie Pouessel, Stéphanie. "Femmes et Transport En Tunisie : L'insécurité Du Quotidien. L'épreuve Genrée Des Déplacements Du Quotidien En Contexte Urbain et Rural." Aswat Nissa, n.d.

The United Nations Research Institute for Social

UN Women, THE CARE ECONOMY IN TUNISIA: TOWARDS RECOGNIZING, REDUCING AND REDISTRIBUTING UNPAID CARE WORK, December 2020, https://arabstates.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20Arab%20States/Attachments/Publications/2020/12/English_PolicyBrief_Tunisia.pdf

United Nations General Assembly. "Report of the Independent Expert on the Effects of Foreign Debt." Report of the Independent Expert on the effects of foreign debt and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights Impact of economic reforms and austerity measures on women's human rights, July 18, 2018. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/229/04/PDF/N1822904.pdf?OpenElement>.

United Nations. "Follow-up to the Fourth World Conference on Women and to the Twenty-Third Special Session of the General Assembly, Entitled 'Women 2000: Gender Equality, Development and Peace for the Twenty-First Century.'" In Report of the Commission on the Status of Women on the Fifty-Eighth Session (15 March 2013 and 10-21 March 2014), by United Nations, 53–85. Official Records (United Nations Economic and Social Council). UN, 2014. <https://doi.org/10.18356/6e4ab32d-en>. Page 40

World Bank, Consolidating Social Protection and Labor Policy in Tunisia: Building Systems, Connecting to Jobs, Policy Note, World Bank Group, December 2015, Accessed 6 December 2022, Page xi

World Bank. "Domestic Private Health Expenditure per Capita, PPP (Current International \$) - Tunisia." Data. Accessed January 30, 2023. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.PVTD.PP.CD?locations=TN>.

World Bank. "Education Statistics - All Indicators." DataBank. Accessed January 30, 2023. <https://databank.worldbank.org/source/education-statistics-%5e-all-indicators#>.

World Bank. "Primary Education, Teachers (% Female)." Data. Accessed January 28, 2023. <https://data.worldbank.org/indicator/SE.PRM.TCHR.FE.ZS>.

World Economic Forum, Global Gender Gap Report 2022, Insight Report, July 2022

Yeates, Nicola. "Global care chains: a state-of-the-art review and future directions in care transnationalization research." *Global Networks* 12, no. 2 (2012): 135-154.

المغرب، January 30, 2023. "تنسيقية الأساتذة النواب تقرر مواصلة مقاطعة الدروس وحجب الأعداد." *جريدة المغرب*, 2023. shorturl.at/sAQW6



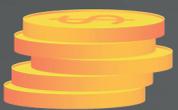
Cette étude à été réalisée par Aswat Nissa en collaboration
avec centre Ali ben Ghedhahem pour la Justice Fiscale



 55 809 834

 contact@aswatnissa.org

 www.aswatnissa.org



2023 JUIN